

N° 48 | DU VENDREDI 26 NOV AU JEUDI 2 DÉC 2010

BAKCHICH

SATIRE JUSTE

AFFAIRE KARACHI

LE CAHIER SECRET QUI MOUILLE
TOUTE LA CLASSE POLITIQUE



AVOCATS

**Les casseroles
du futur bâtonnier**



FACEBOOK FAIT PEUR À LA POLICE

Bakchich a mis la main sur une note interne de la maison poulaga mettant en garde ses ouailles contre les dangers des réseaux sociaux.

ÉCOLOS

**Les Verts
plantent Eva Joly**

Et sur Internet
BAKCHICH
.Info

L 13723 - 48 - F: 1,50 €





KARACHI, LE BAL DES FAUX-CULS

Il suffit d'avoir vu, dans *Ce soir ou jamais*, le 22 novembre sur France 3, Raphaël Enthoven monter sur ses ergots pour subitement comprendre. Il fallait le voir défendre la présomption d'innocence pour voir se dessiner l'avenir du dossier Karachi mieux qu'avec Elisabeth Teissier. Mais quelle présomption d'innocence? Celle outragée à Outreau? Non, celle, apparemment plus sacrée, d'hommes et de femmes politiques soupçonnés d'avoir touché des pots-de-vin dans l'imbroglio pakistanais. Pour Enthoven, trop d'amis, de gauche et de droite, sont concernés par cette histoire. Vite, une pelle, enterrons-la. *Bakchich*, avec ses petits bras, a été un pionnier du déterrement. Du 25 au 28 juin 2008, nous avons tiré trois bordées de révélations et documents avec une rechte en septembre. Qui sait lire trouvait dans nos lignes de quoi s'instruire. En octobre 2009 puis en juillet 2010, nous avons toujours la pioche en mains. Disons-le dans une certaine indifférence, la solitude des cimetières. Le témoignage que nous apportons aujourd'hui, celui de Gérard-Philippe Ménayas, avec ses notes prises sur un cahier, est capital. Décisif mais décourageant pour les chercheurs de lumière, dont nous sommes. Ces notes confirment que la nature de l'arrosage, sous forme de pots-de-vin, a été si solidaire qu'il implique de le garder « sous le tapis » (*lire notre dossier pages 6-7*). Après avoir dit « j'ai donné tous les documents », Nicolas Sarkozy annonce en posséder d'autres. Sur le paillason de la DGSE, Fillon bloque un juge en perquisition, et c'est Juppé qui va faire le tri des petits papiers... Question : pourquoi, depuis quinze ans, aucun gouvernement, de droite ou de gauche, n'a levé le secret défense sur ces histoires de marine en eaux troubles? À cause de l'ampleur des embruns? *

JACQUES-MARIE BOURGET

“ Elle existe, cette liste des rétrocommissions, puisqu'on la protège avec le secret défense. ”

Valéry Giscard d'Estaing, interrogé, mardi sur Public Sénat, sur d'éventuelles rétrocommissions ayant accompagné la vente de sous-marins au Pakistan.

COULISSES



FESTIVAL DE FAILLITE CELTIQUE

Le tigre celtique avait des griffes de papier, de papier monnaie s'entend. L'économie irlandaise est la plus dynamique d'Europe nous a-t-on souvent expliqué! Rappelez-vous, elle devait nous faire honte à nous, engoncés que nous sommes dans notre modèle social ringard. Eh bien, cette économie la plus dynamique d'Europe n'était qu'une gigantesque fabrique d'assignats!

Il va donc falloir payer la note de l'impéritie bancaire celtique. Et certains se font tirer l'oreille par les Autrichiens qui rappellent que les pays en difficulté sont ceux qui ont un déficit extérieur important, c'est-à-dire, pour tout économiste qui se respecte, qui consomment trop et n'épargnent pas assez. Il faudrait donc les remettre dans le droit chemin.

Qui est dans la liste des faillites futures montrées du doigt par Vienne? L'Espagne d'abord, dont les banques ont financé allègrement une croissance qui fut donnée, elle aussi, en son temps, comme magique et dont

les très clientélistes caisses d'épargne sont à la dérive. Viendra ensuite le tour du pays de la zone euro dont le déficit extérieur se creuse, qui continue à trop consommer, mais dont la classe politique n'arrête pas de dire qu'il faut relancer par la consommation. Ce pays, vous l'avez reconnu, c'est la France. Évidemment, sa dette se finance encore sans problème.

BIENTÔT LA FRANCE

Pourtant, jeudi 18 novembre, les taux sont remontés au-dessus de 3 % et, déjà, dans les chaumières financières, on parle du jour où les taux tricolores seront supérieurs à ceux italiens. Pendant ce temps, pour rassurer, Sarkozy a pris une décision courageuse : on va supprimer l'ISF! Bien sûr, le manque à gagner – 4 milliards d'euros – est dérisoire par rapport aux 100 milliards qu'il faudrait trouver pour reprendre en main les finances publiques françaises. Mais à Bruxelles, Vienne, Berlin, cela fait mauvais genre! *

ALCESTE

VILLEPIN EST HEUREUX



LES TROPHÉES

Le hacker de la semaine

Karachi, Karachi, Karachi! Ce nom est dans toutes les têtes, sur toutes les lèvres. Qui a fait quoi? Qui a payé qui? Qui a financé son parti via les commissions des sous-marins et des frégates? Avant que la lumière se fasse, si jamais elle se fait, et avant que vous lisiez le dossier très informé que vous propose *Bakchich* dans ce numéro, un petit malin a donné son avis sur la question, via le Web. Jusqu'au lundi 22 novembre, si vous tapiez « Karachigate.fr » dans votre navigateur Internet, vous arriviez directement sur le site de... l'Élysée! La Présidence n'a, semble-t-il, pas apprécié la blague.

La fouille de la semaine

Insécurité, quand tu nous tiens, la paranoïa n'est jamais bien loin. Petit exemple avec cette hôtesse de l'air américaine fouillée avant d'embarquer. Lui **palpant la poitrine**, l'officier de sécurité demande : « *Qu'est-ce que c'est que ça?* » L'hôtesse réplique : « *C'est ma prothèse mammaire, j'ai été opérée d'un cancer du sein.* » « *Eh bien, vous allez devoir me montrer ça.* » Qui a dit avoir toujours rêvé d'être une hôtesse de l'air?

Le trafiquant de la semaine

En France, un **éleveur de canards** a été arrêté pour avoir donné du cannabis à ses bêtes. Le sexagénaire, qui a reconnu fumer un joint de temps en temps et dans la ferme duquel la police a découvert cinq kilos d'herbe ainsi qu'une douzaine de plants de cannabis, a rétorqué que la marijuana était bien connue dans son métier pour être un excellent vermifuge. Le tribunal de Rochefort, en Charente-Maritime (17), ne l'a pas entendu de cette oreille et a requis un mois de prison avec sursis et 500 euros d'amende à l'encontre de l'éleveur. Le canard laqué, oui, le canard fumé, non! *



LA PROHIBITION EN PLEIN BAD TRIP

POUR TOUJOURS ET À JAMET

Inclassable et décapant, l'écrivain et journaliste Dominique Jamet a notamment collaboré à *l'Aurore*, *le Quotidien de Paris* et *Marianne*.

Au début des années 70, autrement dit peu de temps après les terribles événements de Mai 68, le gouvernement français, fortement encouragé par des médias hystériques et soutenu par une opinion moutonnaire, estimant que la toxicomanie représentait un danger social majeur et refusant

de faire le distinguo entre drogues douces et drogues dures (au fait, du hasch ou du pop-corn, lequel est le plus nocif et le plus abrutissant?), décida de

proscrire et de réprimer la production, le commerce et la consommation des diverses variétés de stupéfiants. Traquer, punir, éradiquer le fléau, tel était le mot d'ordre, qui, officiellement, reste inchangé.

Stupéfiante

De fait, après quarante ans d'une guerre sans merci menée contre les substances interdites par les pouvoirs publics, les forces de l'ordre et la justice, les résultats sont là, spectaculaires, probants, éblouissants de clarté : la

SOMMAIRE

APÉRO
LES FAITS SAILLANTS DE L'ACTUALITÉ

P. 3 La nouvelle affaire qui embarrasse l'UMP. Le parti présidentiel est décidément très bienveillant à l'égard de ses plus généreux donateurs. En témoigne l'évasion fiscale impunie du marchand d'art Guy Wildenstein.
P. 3 Les flics n'aiment pas Facebook. C'est trop dangereux, pardi!

FILOUTERIES
NOS ENQUÊTES ET NOS DOSSIERS

P. 4 Les avocats parisiens élisent leur bâtonnier. L'occasion de regarder sous les robes. Guère reluisant.
P. 6-7 Affaire Karachi. *Bakchich* publie des extraits du cahier qui fait tanguer la République. Explosif.
P. 8 Eva Joly abandonnée par ses potes écolos. Sévères, ces Verts.

BAZAR
ENVIRONNEMENT, MÉDIAS, CONSO, SPORT, PIPOLES...

P. 9. Les climato-sceptiques ont fait leurs basses œuvres d'intox. Le sommet de Cancun sur le réchauffement s'annonce tiède.
P. 10 Quand Dassault rénove l'Arc de Triomphe, il entretient d'abord son image!
P. 11 Faut bien vivre. Ou sinon, offrez *Bakchich* à tous vos amis.
P. 12 Main basse sur la laïcité turque. Atatürk doit se retourner dans son mausolée.

CULTURE
BOUQUIN, CINÉMA, MUSIQUE, BÉDÉ...

P. 14 Thierry Ardisson, la provocation comme vocation.
P. 16 Les pillages du Web. Des news inédites venues des quatre coins de l'ADSL. Piquant.

loi, quotidiennement bafouée, a fait des consommateurs des délinquants impunis, des fournisseurs des criminels triomphants. Tandis que les effectifs des premiers étaient multipliés par cinquante, les seconds développaient une société parallèle, une économie souterraine qui quadrille, structure, nourrit, gangrène les cités, emploie, rémunère des dizaines de milliers de salariés et peuple nos prisons. Le contrôle d'un marché évalué à plus de 3 milliards d'euros annuels donne lieu à un nombre croissant de sanglants règlements de comptes. La prohibition de la drogue a eu les mêmes effets pervers que celle de l'alcool aux États-Unis, au temps d'Al Capone et du massacre de la Saint-Valentin. Quand une politique aboutit à des résultats directement et à ce point contraires aux objectifs fixés, il n'est peut-être pas absurde d'y mettre un terme *



CHEF SCOOP

L'autre AFFAIRE Bettencourt de l'UMP

FILOUTERIE Le marchand d'art Guy Wildenstein est un des plus généreux donateurs de l'UMP. Une bonne raison pour ne pas enquêter sur son évasion fiscale...

Le 5 mars 2009, comme l'a rappelé *le Canard enchaîné*, Nicolas Sarkozy a tenu à remettre lui-même la cravate de commandeur de la Légion d'honneur au marchand d'art Guy Wildenstein. Ses mérites? Il est membre du Conseil des Français de l'étranger et, surtout, il appartient au Premier cercle, celui des très généreux donateurs de l'UMP. Il est vrai que Wildenstein, 65 ans, n'a pas de fins de mois douloureuses. Sa fortune, venant de son père, Daniel, s'élèverait de 4 à 5 milliards d'euros.

Né en 1917, Daniel Wildenstein était sans doute le plus grand marchand d'art du siècle dernier. Patron de *la Gazette des beaux-arts*, il collectionnait les tableaux de maîtres comme d'autres les timbres-poste. À sa mort, en 2001, ses deux fils, Alec et Guy, nés d'un premier mariage, font croire à sa veuve, Sylvia, qu'elle est ruinée...

PORTS FRANCS AUX ÎLES CAÏMANS

Adieu, les centaines de toiles, le ranch au Kenya, les écuries de course, l'île Xanadu dans les îles Vierges. Sylvia, une Américaine d'origine ukrainienne, ne s'est jamais occupée des affaires de son défunt époux. Dans un premier temps, elle croit ses beaux-fils. D'autant que leurs mensonges sont appuyés par une armée d'avocats, dont Adrian Hinderling, installé à Zurich.

Ce dernier avance que Daniel Wildenstein, de nationalité française, était résident suisse, dans la petite ville de Lachen. Résultat, Sylvia Wildenstein renonce à la succession de son mari le 23 avril 2002. Puis, petit à petit, la veuve doute. Comment se fait-il qu'elle ne soit même plus propriétaire des quatre chevaux que lui avait offerts Daniel bien avant son décès?

En 2003, Sylvia Wildenstein décide de s'adresser à Claude Dumont Beghi, une avocate parisienne qui n'a pas froid aux yeux. La bataille n'est pas gagnée d'avance. Sa cliente a renoncé à son héritage et elle n'a aucune information sur le patrimoine de feu son époux. Fort heureusement, Alec (mort en 2008), et Guy, les beaux-fils, ne font pas dans la discrétion.

Marchands d'art impudiques, installés aux États-Unis, ils ne font pas mystère de leurs trésors artistiques. Conscienceusement, Claude Dumont Beghi plonge dans les cata-

logues et tire les fils. Elle retrouve la trace des tableaux dans les ports francs de Zurich et de Genève, et de l'argent caché dans des trusts logés aux îles Caïmans et à Guernesey. Il existe également des comptes au Japon, en Inde, en Argentine.

WOERTH ATTEINT DE CÉCITÉ

Première victoire en 2005: la justice reconnaît l'abus de faiblesse et Sylvia Wildenstein retrouve ses droits d'héritière. Jusque-là, c'est une histoire de famille, comme l'affaire Bettencourt. Seulement voilà, en avril 2009, Claude Dumont Beghi écrit à l'administration fiscale afin de dénoncer cette évasion du patrimoine dans des sociétés étrangères. Éric Woerth est alors ministre du Budget.

On imagine que Woerth, qui a si souvent dénoncé les évadés fiscaux, va sauter sur l'occasion. N'est-ce pas un moyen de renflouer les caisses vides de l'État français? Mais non, Éric Woerth fait le mort. Son successeur, François Baroin, adopte la même attitude. Pourtant, dans un arrêt de 2008, la cour d'appel de Paris évoque elle aussi cette « évasion du patrimoine dans des sociétés étrangères et des trusts ».

L'affaire devient alors politique: Guy Wildenstein est un généreux donateur de l'UMP. Représentant de ce parti dans la circonscription de Washington, le marchand d'art accueille toutes les personnalités sarkozystes qui franchissent l'Atlantique, de Rachida Dati à Éric Besson, le 5 juin dernier.

ÉVASION FISCALE VERS ZURICH

Le problème, c'est qu'une information judiciaire, confiée au juge Guillaume Daïeff, a été ouverte pour « abus de confiance », et que, depuis le 26 octobre, la police financière est chargée d'enquêter sur des faits présumés de corruption visant Guy Wildenstein.

Un document publié par Mediapart, intitulé « Schedule of distributions to or for the benefit of Alec Wildenstein and Guy Wildenstein from the Delta Trust », pour la période du 1^{er} mai 2001 au 31 juillet 2004, montre très clairement des transferts significatifs d'argent vers l'UBS à Zurich. La passion pour un haut lieu de la culture suisse? *

AMÉDÉE SONPIPET

Quand la police a peur de Facebook

La direction générale de la police nationale n'est pas très friande des nouveaux réseaux sociaux tels Facebook ou Twitter. En témoigne cette note interne adressée à ses ouailles et sur laquelle *Bakchich* a mis la main.

« Ces nouveaux modes de communication (...) présentent de grandes facilités d'utilisation mais recèlent aussi des dangers. (...) De nombreux policiers et personnels administratifs ou contractuels du ministère de l'Intérieur sont inscrits sur ces sites communautaires. Si certains de ses utilisateurs veillent à la nature des informations qu'ils diffusent et au choix des personnes qui ont accès à leur profil, force est de constater que d'autres y détaillent des aspects de leur vie personnelle (composition et photos de famille, domiciliation, centres d'intérêt, établissements fréquentés...) ou professionnelle (appartenance à la police nationale, domiciliation professionnelle, nature des activités exercées...). »

C'est là où ça se corse pour nos hommes en bleu, sûreté nationale oblige: « Ces renseignements sont susceptibles d'exposer les intéressés à d'éventuelles actions de malveillance (menaces, chantages, repraisailles) du fait de leur profession. Elles peuvent aussi porter atteinte à l'image et à la réputation de leur auteur, et par extension à l'ensemble de la police nationale. » Bigre!

Et la maison poulaga de se faire on ne peut plus explicite question menaces: « Rappelons que ces manquements aux règles de déontologie, voire aux obligations de secret professionnel, sont passibles de poursuites pénales et disciplinaires. Ces obligations (...) s'imposent tout particulièrement aux fonctionnaires ayant accès (...) à des données classifiées, et qui bénéficient dans ce cadre d'une habilitation au secret défense. Par leur présence sur les réseaux sociaux, ils s'exposent à des tentatives d'approche par des services de renseignements étrangers, ou des sociétés de renseignements privées agissant pour leur compte, opérations fréquemment menées à partir d'éléments recueillis sur Internet. »

La direction de la police en remet donc une couche sur les risques courus par ses agents s'il leur prenait de vouloir être à la page: « Enfin, les vulnérabilités engendrées par la diffusion publique sur les réseaux sociaux d'informations personnelles et professionnelles constituent un élément d'appréciation susceptible de justifier un refus d'habilitation. »

Être moderne ou ne pas être (dans la police), telle est la question... *



Soubie jamais ne subit

Conseiller « social » de tous les gouvernements de droite depuis quarante ans, Raymond Soubie quitte l'Élysée après sa prodigieuse performance sur la réforme des retraites. Premier cadeau d'adieu pour cette bête noire des syndicats, le Conseil économique et social, avec son petit pécule de 3 500 euros par mois. Par ailleurs, Soubie « retourne dans le monde de l'entreprise, l'emploi, la formation ». Et négocie avec Pôle emploi un volume de dossiers qui sera traité, contre notre bel argent public, par sa nouvelle boîte. Comme on le voit, Soubie ne bat pas en retraite.

Thales les ailes coupées

La direction de Thales a beau expliquer que le recul de 13 % du niveau des contrats signés depuis le début de l'année est tout à fait normal, l'argumentaire n'a pas convaincu la Bourse. Ni les troupes en interne. « L'obsession du moment, explique-t-on dans la boîte, est de permettre à Dassault aviation de récupérer, en deux ans et sous forme de dividendes, la somme de 1,5 milliard d'euros qu'il a investie en 2009 pour prendre 26 % du groupe. » Prochaine étape, la mise en place du plan social « Probasis »...

La mauvaise coupe de Borloo

Pour Borloo, il n'a jamais été question de devenir Premier ministre. Mais alors, pourquoi avoir changé de coiffure? Passer du pétard à la raie nette façon Baroin ou Fillon? Réponse: il a été victime de son coiffeur. Jean-Louis devant se rendre à un mariage d'amis, ses enfants l'ont supplié, pour la circonstance, de civiliser son indomptable crinière. Et l'artiste capillaire s'est lâché jusqu'à faire à Borloo une tête de fils de notaire de la Sarthe. Aïe!

Richard squatte Marseille

Autrefois fringuant dir' cab' de Christine Lagarde, le patron d'Orange, Stéphane Richard, partage avec son ex-patronne un tropisme marseillais. Le garçon trône au conseil de surveillance d'Atemi, la filiale de la défunte Lehman Brothers, qui possède tout un pan de la rue de la République... et la laisse pourrir (*Bakchich Hebdo* n°47). Le modèle de management de France Télécom est-il exportable à l'immobilier?

Santini change de barreau

Ancien ministre et toujours maire d'Issy-les-Moulineaux (92), André Santini n'a jamais caché son amour pour les barreaux de chaise. Mais le président de l'association des amis du cigare aime aussi le barreau de Paris. Et le prouve en souhaitant lui faire don d'un terrain de sa ville contre 1 euro symbolique, pour que le conseil de l'Ordre bâtisse dans les Hauts-de-Seine son École française du barreau. Le 9-2, forcément une terre d'avenir pour les avocats... *

LES BONS COMPTES (EN SUISSE) FONT LES BONS AMIS





Les échos de Paul Vermus

Ne le répétez pas à mes amis du Flore...

Jean-Louis Borloo et Hervé Morin ont déjeuné l'autre jour en tête à tête au San Francisco, un restaurant italien du XVI^e arrondissement de Paris. Les deux hommes ont trinqué (un vin de Toscane) à la santé des ministres limogés. C'est Morin qui a payé la note. Douleuruse ?



Le maire du VII^e arrondissement, **Rachida Dati**, a convié ses administrés, samedi dernier, à un déjeuner-buffet bio lors de la clôture de la semaine du développement durable.

Un repas offert non pas par la mairie mais par Monoprix. *So chic.*

Christine Boutin, la présidente du Parti chrétien-démocrate, s'apprête à remettre son rapport sur la mondialisation et la justice sociale au président Sarkozy. Parmi ses propositions : un plafonnement des salaires afin de limiter l'écart entre celui de l'ouvrier le moins qualifié et un PDG du CAC 40. Rappelons que l'ex-ministre du Logement avait dû renoncer à sa double rémunération (9 500 euros par mois pour sa mission et 6 000 euros de retraite). Faites ce que je dis...

Après le *Robert* et le *Petit Larousse*, vous trouverez bientôt en librairie le

Santini, un dictionnaire atypique du député-maire d'Issy-les-Moulineaux. Ainsi, à la définition du mot « métro » : « *On ne nous transporte pas, on nous roule.* » On voit d'Issy le ton.

Au printemps, **Dominique Besnehard**, l'ancien conseiller de Ségolène Royal, fera ses débuts sur scène au Théâtre du Rond-Point dans un monologue signé Amanda Sthers, dans lequel il incarne un « Monsieur Pipi » employé dans un bistrot du VII^e arrondissement parisien. Une pièce pour l'entretien ?

Marie-Anne Montchamp, ex-responsable du personnel de Groupama, ex-porte-parole du mouvement République solidaire de Dominique Villepin et aujourd'hui secrétaire d'État sans dossier, a déjà un surnom : MAM 2.

Christophe Girard, adjoint au maire de Paris chargé de la Culture, ne rêve pas de succéder un jour à Frédéric Mitterrand : « *La Rue de Valois ne me tente pas. J'ai un autre rêve, pouvoir toucher aux vices et à la vertu, être un jour le locataire de la Place Beauvau.* » À bon entendeur...

Selon une source haut placée au Royaume-Uni, deux jours ont été bloqués sur l'agenda du Palais pour le mariage du prince William : les 3 et 4 juin. L'information n'a pas encore été confirmée par Clarence House, qui

abrite le secrétariat du prince Charles et de ses fils. Seule certitude : le mariage du petit-fils d'Elisabeth et de Kate Middleton vient d'être budgétisé. Coût des festivités : 47 millions d'euros. Aux frais de la princesse ?

L'ex-chef de cabinet adjoint de **François Fillon**, Gilles Dufeigneux, qui avait dû démissionner après une violente altercation avec la police lors d'un contrôle d'identité dans le V^e arrondissement il y a quelques mois, ne sera pas resté longtemps sans emploi. Le voici aujourd'hui secrétaire général des services au ministère des Sports.

Stephen Green, le patron de HSBC récemment ordonné dans l'église anglicane, quittera le groupe bancaire en janvier pour rejoindre le gouvernement de David Cameron comme ministre du Commerce. Quelques semaines avant de prendre officiellement ses fonctions, voilà qu'il publie *Valeurs sûres*, une réflexion sur l'argent et la morale dans un monde incertain... On croit rêver.

La troupe française **Adama**, qui a redonné naissance au folklore juif (*Rabbi Jacob*), célèbre ses 30 ans le 28 janvier au Palais des congrès de Marseille. On peut s'étonner que certains quotidiens régionaux, dont *la Provence*, refusent de faire toute promotion de ce spectacle. C'est, paraît-il, « géopolitiquement incorrect » *

BENOÎT XVI MOINS RAIDE SUR LA CAPOTE



Ça Karachi dans la colle

L'info. « *Le devoir de vérité auquel chacun doit contribuer dans cette affaire douloureuse ne doit pas favoriser pour autant les interprétations les plus fantaisistes* », communiqué de l'Élysée sur l'affaire Karachi, 20 novembre.

Le **décryptage**. Claude Guéant, secrétaire général de la présidence, a mis toute sa fougue pour défendre son patron dans le dossier dit de « Karachi », assurant qu'« *aucun obstacle n'a été opposé à la manifestation de la vérité dans cette affaire* » et que tout cela ne concerne en rien Nicolas Sarkozy. Mais ce dernier, pourtant avocat de formation, ne se défend pas très habilement. Bien avant l'affaire du off et des journalistes pédophiles, Nicolas Sarkozy, alors ministre du Budget, assurait dans un ouvrage d'entretiens avec Michel Denisot : « *Oui, il y a des secrets au ministère. Beaucoup ? Non, mais il y en a. C'est ce que l'on appelle les secrets d'État. (...) On les garde secrets ? Quand cela met en cause le fonctionnement d'une direction et la mission du ministère, oui.* » CQFD.

Flamini fait ni à faire

L'info. « *Flamini fait le maxi* », *l'Équipe*, 23 novembre.

Le **décryptage**. Le quotidien du sport et de l'automobile explique que le joueur de foot marseillais « *semble avoir trouvé sa place au Milan. Il sera titulaire, ce soir, pour la cinquième fois d'affilée.* » Problème : ce n'est pas l'avis de toutes les gazettes spécialisées. Ainsi, l'une d'entre elles explique que le joueur « *peine à s'imposer à l'AC Milan.* » Querelles de chapelles ? Pas vraiment, le quotidien qui contredit la version de *l'Équipe* n'est autre que *Lequipe.fr*.

Pujadas à l'as

L'info. « *Élysée, mardi 16 novembre : Nicolas Sarkozy côté coulisses* », *Lexpress.fr*, 17 novembre.

Le **décryptage**. Le journaliste Renaud Revel livre sur son blog quelques confidences sur l'intervention télévisée du chef de l'État. David Pujadas, l'un des trois intervieweurs, profite de cet espace pour répondre aux accusations de Sarkozy. Ce dernier avait en effet reproché aux journaux télévisés leur traitement sécuritaire de l'affaire de Saint-Aignan, cet été. Une critique malvenue, selon Pujadas, puisque, précise-t-il à *l'Express*, il était en vacances à ce moment-là. Une défense plus *soft* que celle livrée dans la première version de l'article, modifiée depuis à la demande du présentateur, où il indiquait que c'était Marie Drucker qui officiait à ce moment. C'est pratique, Internet.

Mais, heu !

L'info. « *Audrey Pulvar respecte et comprend la décision d'i-Télé* », AFP, 23 novembre.

Le **décryptage**. La suspension d'antenne de l'animatrice sur i-Télé en raison de ses liens avec Arnaud Montebourg a fait la une des journaux. C'est Bertrand Méheut, le patron de Canal +, maison mère d'i-Télé, qui a pris la décision. Un choix cohérent pour un homme cohérent qui assurait, lors de l'officialisation de la relation Montebourg-Pulvar, qu'il n'appliquerait pas la jurisprudence Schönberg et Borloo tant que Montebourg n'exercerait pas de fonction gouvernementale. Peut-être a-t-il des dons de voyance ?

Harryvisme

L'info. « *Pour Harry Potter, le sort en est jeté* », *20 minutes*, 23 novembre.

Le **décryptage**. Contre toute attente, *20 minutes* a aimé le dernier épisode de la série *Harry Potter*. « *La saga a pris de la maturité* », explique l'article. Inattendu. Les huit pages de publicité pour le film, publiées dans les trois dernières éditions du quotidien, l'ont sans doute aidé à trancher *

LES COULISSES DU POUVOIR



POM et MAM, duo de choc

Michèle Alliot-Marie et Patrick Ollier, sous un même toit, mais dans deux ministères, aiment à échanger le petit personnel de leur cabinet respectif. Ainsi, par devoir conjugal sans doute, Denis Gabriel devient chef de cabinet du mari Ollier, chargé des Relations avec le Parlement, après avoir été le collaborateur de MAM. C'est un coutumier du fait. À la fin des années 80, il était déjà assistant parlementaire de monsieur avant de passer conseiller aux Sports de madame. Avant de revenir tenir la cravate à l'Assemblée jusqu'à ce que les coups de talons aiguille de l'épouse l'appellent cette fois-ci à la présidence du RPR, jusqu'en 2002. Pour la famille ? Ludivine Olive, nièce de MAM, peut se rassurer. Sa tante l'emporte dans ses bagages au Quai d'Orsay en tant que chef de cabinet.

Copé flingue les Jeunes pop'

La mélodie du bonheur entre Xavier Bertrand, ex-président de l'UMP, et Benjamin Lançar, pape des Jeunes pop', c'était avant. Aujourd'hui, avec Jean-François Copé, nouveau boss de la majorité, c'est la dissonance. Petit aperçu donné par l'intéressé lors du dernier bureau politique de l'UMP : « *Avec les jeunes, il y a tout à refaire et à repenser.* » Copé envisage de placer son poulain, Louis Morin, pour remettre de l'ordre dans la cour de récré.

Devedjian fait bonne figure

Trois jours après avoir décrit dans *le Monde* comment Jean et Nicolas Sarkozy, avec la complicité active du

couple Balkany, l'avaient fait battre pour la présidence de l'UMP dans les Hauts-de-Seine, Patrick Devedjian va subir un autre revers. Le parti présidentiel va soutenir, aux prochaines cantonales, le candidat Nouveau centre contre Devedjian. Une manière de « *régler le problème par le bas* », confirme une huile de droite.

Nicolas a encore changé

Après l'intervention télévisée d'un Nicolas Sarkozy calme et maniant l'imparfait du subjonctif, on a vu fleurir de nombreux articles sur le thème : « *Il a changé, il se presidentialise, il entre enfin dans le costume du Président* », etc. Articles qui n'étaient pas sans rappeler l'abondante littérature sur les changements annuels de Jacques Chirac, et ce pendant trois décennies. De ce côté-là, pas de rupture !

Guerre des boss à Marseille

La grêle s'abat sur Marseille. Et pas seulement dans ses rues. Dans les couloirs du Parti socialiste local, les insultes ont encore fusé. Il y a quinze jours, le président du conseil général des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guérini, a agoni d'injures Eugène Caselli, le président de la communauté urbaine. Au motif que « *Gégène* » mettrait du temps à suivre les consignes données par « *Nono* » sur la gouvernance de la communauté d'agglomération. Et à comprendre qui est le patron ? *





ÉLECTION Le nouveau bâtonnier de Paris sera élu le 2 décembre. Et pour accéder à ce prestigieux poste, les avocats n'hésitent pas à se tirer dans les pattes. Bataille d'égo et de ragots, la campagne permet de lever le voile sur certaines pratiques douteuses de la profession.

Ces diables d'AVOCATS

Bienvenue dans le monde feutré mais impitoyable des avocats parisiens. La campagne pour l'élection du futur bâtonnier de Paris, qui aura lieu le mardi 30 novembre et jeudi 2 décembre, ne se fait pas à fleurets mouchetés. Pour séduire les 22500 avocats parisiens, le plus important barreau de France, les six candidats à cette prestigieuse charge, accompagnés de leur vice-bâtonnier, mènent une véritable campagne politique. Les réunions se multiplient dans les grands cabinets parisiens, et les ragots volent bas dans une profession de paons où, depuis Daumier, la robe fait le moine.

Parmi les six candidats, les outsiders, inconnus du grand public: Jean Balan, Bruno Toussaint et Gérard Coscas. Guère plus célèbres, les trois favoris sont Christiane Féral-Schuhl, spécialiste du cyberdroit et de l'e-commerce; Brigitte Longuet, branchée immobilier et épouse de l'ex-futur ministre; et Pierre-Olivier Sur, un de ces grands avocats pénalistes qui penchent à gauche pour les droits de la défense et à droite pour la composition de leur clientèle.

Deux femmes sur les six prétendants, ce n'est que justice dans une profession désormais largement féminisée. Et encore, Pierre-Olivier Sur, le favori pour l'instant, fait campagne avec comme vice-bâtonnière l'avocate Catherine Paley-Vincent. Pour l'instant et depuis le XVI^e siècle, date de la création du barreau, une seule femme a été élue, en 1998.

L'enjeu est de taille: c'est l'égo du futur vainqueur. Qui évoquera le fait qu'un avocat sur cinq est au salaire minimum? Et que plusieurs milliers d'entre eux ont déposé le bilan? Personne, ou presque. Le seul grand débat de fond évoqué est la création de « l'avocat en entreprise », une réforme libérale qui est le cheval de bataille des grands cabinets anglo-saxons, qui pèsent lourd dans l'élection (6000 avocats sur 22000). Utilement, cette campagne est enfin l'occasion de découvrir quelques pratiques peu avouables dans une profession généralement épargnée par la presse. Les grands ténors du barreau entretiennent avec les plumitifs des relations habilement négociées, à coups de PV fournis et d'infos distillées.

Le cas de Catherine Paley-Vincent, qui fait équipe avec M^e Sur, pose un sérieux problème.

En effet, le cabinet Ginestier Magellan Paley-Vincent, qu'elle a créé avec ses associés, a monté une filiale, la société commerciale GMG, dont l'unique objectif est de salarier les membres non avocats du cabinet. Plus étrange, cette entité dégage des bénéfices que se partagent seulement certains associés du cabinet en question, dont Mme Paley-Vincent, à hauteur de 18%. « Des bénéfices à GMG, mais vous plaisantez », a rétorqué cette dernière à Bakchich. On comprend ses dénégations. Les avocats, s'ils ont la possibilité de se constituer en société civile de moyens, sans marges bénéficiaires, ne sauraient se livrer, d'après la loi, à des activités commerciales.

Hélas pour M^e Paley-Vincent, l'extrait Kbis du tribunal de commerce indique clairement que la société GMG déclare le montant des dividendes dérogés, entre 260 000 euros et 330 000 euros. Lesquels dividendes commerciaux sont naturel-

lement soumis à un régime fiscal moins sévère que le bénéfice d'un cabinet d'avocats ordinaire. « Malheureusement, explique un homme en noir bien informé, l'activité de cette coquille juridique s'apparente à "un prêt illicite de main-d'œuvre", une opération interdite depuis... la Constitution de 1848, rédigée par le républicain Louis Blanc et quelques autres. »

Et ce n'est pas tout. Le même cabinet, décidément ingénieux, a créé une deuxième société, Ginerativ, dont l'activité consiste à concevoir des actes juridiques commercialisés auprès des experts-comptables. De façon illégale là aussi, les jeunes collaborateurs du cabinet sont censés participer à la mise à jour de ces logiciels, et cela de façon bénévole, pour le plus grand profit de M^e Ginestier, le gérant de Ginerativ. Or chacun sait que deux anciens collaborateurs du cabinet Ginestier Magellan Paley-Vincent ont porté plainte devant le conseil de l'ordre pour obtenir le paiement de leurs prestations. La procédure traîne depuis huit mois.

De tels arrangements avec le droit sont d'autant plus surprenants que Catherine Paley-Vincent préside le comité d'éthique au sein de l'ordre des avocats. La femme de César se doit d'être irréprochable et une candidate à la vice-présidence de l'ordre des avocats également *

NICOLAS BEAU



UN MILLIARD D'EUROS DANS LES CAISSES DU BARREAU DE PARIS

Le barreau de Paris ne craint pas les frimas. Sous sa robe, le conseil de l'ordre dispose d'épais bas de laine. Gérée par ses soins, la Carpa (Caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats de Paris) déborde de 966 301 531 euros exactement, selon les comptes 2009. Vous avez bien lu. Un milliard d'euros. De l'argent qui fait des petits dans les coffres de BNP Paribas, dont le barreau de Paris est le deuxième plus gros client. Un magot assorti de 79 800 720 euros de fonds propres.

RICHE ET RADIN

Les bonnes nouvelles ne s'arrêtent pas là. Excellent cru, l'année 2009 s'est achevée en fanfare. La Carpa a dégagé un résultat net de 4 860 115,98 euros, tandis que les comptes du barreau affichaient 13 350 673,49 euros de bénéfices. Une réussite qui mettra un peu de baume au cœur des 15% d'avocats parisiens en faillite.

Où à ces conseils qui sont sans le sou. En 2009, pour aider les jeunes pousses dans le besoin, l'ordre a eu une idée superbe: créer une pépinière. À savoir des locaux, loués à un tarif modeste, pour que les avocats fauchés puissent accueillir leurs clients en des endroits décents. Las, la structure s'avérant déficitaire, les tarifs vont augmenter en 2011.

Le riche barreau sans cœur? Pas pour tout le monde. Grande nouveauté, le prochain vice-bâtonnier sera indemnisé par l'ordre. Son pécule: 90 000 euros brut sur l'année, soit la moitié des émoluments du bâtonnier. Dur *

XAVIER MONNIER

www.bakchich.info

Notre dossier sur le dessous des robes qui font le barreau de Paris: <http://minu.me/3cr1/p>

LA PLAIDOIRIE DE M^e PALEY-VINCENT

« Vous avez publié des accusations graves à mon encontre concernant le fonctionnement de mon cabinet. La société GMG est une société à responsabilité limitée à capital variable dont l'objet consiste en la mise à disposition au profit de l'AARPI Ginestier, Paley-Vincent et associés, d'une structure de gestion regroupant l'ensemble des moyens humains, matériels et techniques, administratifs et managériaux nécessaires au fonctionnement de notre

cabinet, hors bien sûr, le concours des avocats. C'est un schéma classique dans l'organisation d'un cabinet d'avocats, et comme tel a été validé par l'ordre des avocats par courrier du 26 mai 2006. »

Précision. Cette validation n'a même pas souffert de contestation au sein du comité d'éthique de l'ordre des avocats de Paris, présidé par... M^e Catherine Paley-Vincent. Le barreau sait rester droit dans sa robe.

KARACHI, LE TÉMOIN CLÉ

GÂTERIES Ex-directeur financier de la Direction des constructions navales internationales (DCNI), Gérard-Philippe Menayas a successivement été entendu par quatre juges d'instruction. Hélas, ce ne fut pas pour l'interroger sur son cahier, pourtant très instructif, minutieusement rédigé en 2007 et 2008 et pieusement conservé par le pôle financier. Rencontre avec cet acteur clé de l'affaire Karachi.

Par les temps qui courent, quand la meute médiatique s'agite autour du dossier Karachi, il est rare et passionnant de rencontrer un des acteurs clés de ce dossier pour le moins explosif. Jusqu'à l'hiver 2008, date à laquelle il fut viré sans ménagement, Gérard-Philippe Menayas fut le directeur financier de la Direction des constructions navales internationales (DCNI), la tête de pont des Constructions navales pour les gros contrats internationaux : les frégates vendues à Taïwan en 1991 et 1992 ou les sous-marins achetés par le Pakistan en 1994-95 – deux usines à

gaz qui permirent de fabriquer du cash très, très noir. Ces deux contrats firent en effet l'objet de commissions monumentales, pudiquement appelées « frais commerciaux », en réalité du gras bien lourd pour enduire la patte des clients étrangers. « Frais commerciaux » encore pour alimenter de non moins colossales rétrocommissions qui, en bout de course, arrosèrent presque tous les partis politiques français. « La presse ne parle que des *financements balladuriens*, confie Gérard-Philippe Menayas, *alors que nous savions tous que la redistribution était beaucoup plus large. Droite et gauche, nombre d'élus français étaient financés*

par Thales et la DCNI, très œcuméniques, depuis le début des années 90. » Et d'ajouter, dans un sourire : « Après Woerth, il fallait bien trouver autre chose, une suite... Ce qu'on lit dans la presse sur Karachi et Taïwan est, au pire, complètement faux ou, au mieux, largement incomplet. »

« SEPT ANS, C'EST LONG »

C'est ainsi que le peu oublié Gérard-Philippe Menayas se déclare très sceptique sur la thèse d'un lien entre l'arrêt du versement d'une partie des commissions en 1996 destinées à des caciques pakistanais, et l'attentat de Karachi en 2002, où onze Français trouvèrent la mort : « *Sept ans, cela*

me paraît trop long comme temps de réaction. »

Quant aux notes baptisées « Nautilus », retrouvées lors de différentes perquisitions effectuées par les juges Desset et Hullin, et qui voudraient

faire, justement, la relation entre la gestion de ces rétrocommissions en 1995-96 et l'attentat, elles paraissent hautement fantaisistes à notre témoin privilégié. « *C'est Claude Thévenet, un ancien de la DST, qui les a rédigées, probablement avec l'aide d'un journaliste. Elles ne sauraient faire autorité dans cette affaire. »* D'autant plus que Claude Thévenet, chiraquien notoire, est loin d'être neutre politiquement : « *Il se répandait partout en déclarant qu'il avait payé toutes ses cotisations au RPR* », raconte Menayas.

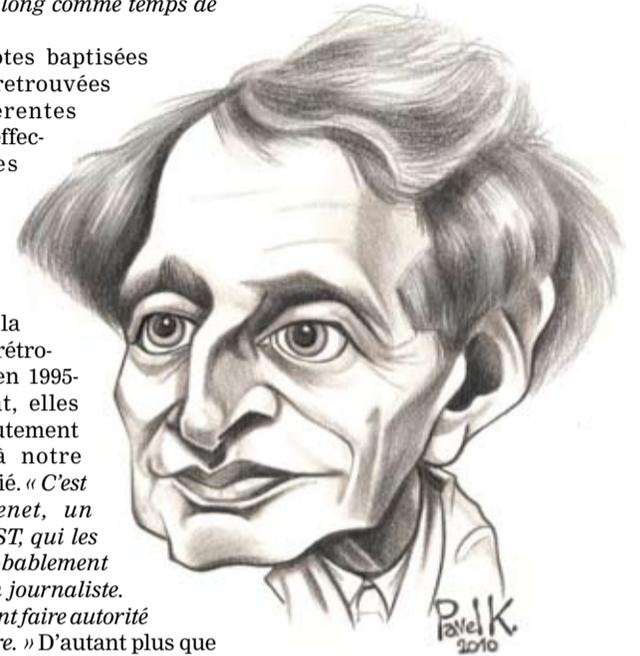
UN BOIVIN BAVARD

Au sein des Constructions navales, Gérard-Philippe Menayas était l'interface entre le patron de la DCNI, Dominique Castellan, et deux officines luxembourgeoises, Heine et Eurolux, chargées de distribuer la manne des commissions et rétrocommissions. À la manœuvre, dans le grand-duché, se trouvait le discret et redoutable Jean-Marie Boivin, un garçon au mieux avec la classe politique locale. Le grand-duc, qu'il accompagnait à la chasse, ou l'ancien ministre de la Défense et de l'Intérieur, Michel Wolter, comptaient parmi ses proches (lire « Jean-Marie Boivin, le maître à payer »).

Gérard-Philippe Menayas et Jean-Marie Boivin se connaissaient, naturellement. Les deux hommes, le haut fonctionnaire de la construction navale et le « répartiteur », se parlaient fréquemment, même lorsque Boivin cesse, en 2004, de travailler pour la DCNI. Menayas écoute attentivement les confidences du grand maître des commissions et les note scrupuleusement. D'abord sur des fiches, puis, après 2007, sur un cahier à spirales intitulé « Verbatim ». *Bakchich* s'est procuré quelques extraits des brûlants feuillets issus du fameux cahier, où sont mis en cause aussi bien Balladur et Sarkozy que Pasqua, Villepin ou Élisabeth Guigou (lire le document ci-contre). « *À l'époque, Jean-Marie Boivin craignait de ne pas être dédommagé, il balançait beaucoup de choses, il se défoulait. »*

MÉMOIRE QUI FLANCHE

Entendu successivement dans trois procédures, Gérard-Philippe Menayas se retrouve mis en examen par les juges Desset et Hullin. Puis il est cité comme témoin par Marc Trévidic, enfin comme « témoin assisté » par Renaud Van Ruymbeke : « *Jamais,*



nous explique-t-il, les magistrats ne se sont intéressés au contenu de mon cahier où apparaissent pourtant un certain nombre de noms de politiques français. Le seul angle qui les intéressait était celui de possibles rétrocommissions dans le dossier Karachi. »

De 1991 à 2001, sous la gauche comme sous la droite, la DCNI a été présidée par Dominique Castellan, un patron au-dessus de tout soupçon. Là aussi, les souvenirs de Menayas sur le rôle de ce dernier dans la grande tuyauterie des commissions sont on ne peut plus clairs. « *Ce haut fonctionnaire n'avait qu'une peur, celle de se faire engueuler par sa hiérarchie. C'est lui qui gérait les "frais commerciaux", lui aussi qui rencontrait régulièrement un intermédiaire, Andrew Wang, qui a reçu 500 millions de dollars [373 millions d'euros environ, ndlr] en Suisse. Castellan était un homme honnête, qui appliquait les ordres, d'où qu'ils viennent. »* Hélas, le fidèle Castellan, lorsqu'il est entendu par les juges Hullin et Desset sur les contrats de barbouzerie passés par les sociétés Heine et Eurolux, qui agissaient sous son autorité, n'a plus la mémoire aussi fraîche que celle de Menayas. Depuis, l'ex-patron de la DCNI continue de faire le bien autour de lui, occupant sa préretraite à ATD Quart Monde. Du nouveau pourrait survenir en matière de versements suspects dans une nouvelle enquête préliminaire récemment ouverte par le parquet de Paris concernant la vente de trois sous-marins à la Malaisie, début 2002. Une centaine de millions d'euros sont versés à des intermédiaires par une discrète filiale créée pour l'occasion, Armaris. Et les ordres sont donnés par la direction de Thales. À l'époque, le ministre de la Défense est le socialiste Alain Richard, au mieux avec le président de l'entreprise. À suivre... Le dossier Karachi devrait provoquer un sérieux examen de conscience des politiques français. On en est loin !*

NICOLAS BEAU

BALLADUR, PASQUA, GUIGOU, TOUS CITÉS PAR MENAYAS

L'analyse des scellés constitués principalement en enquête préliminaire a permis de découvrir des éléments ou annotations sensibles, qui ne sont pas exploités dans le cadre de l'information judiciaire dont la DNIF est saisie, car exclus du périmètre de l'information judiciaire. Ces annotations concernent principalement le dossier des frégates de Taïwan, l'attentat de Karachi en 2002 ainsi que des allégations, non vérifiées, sur des protagonistes des dossiers, des magistrats ou des responsables politiques.

D'après des annotations manuscrites de monsieur Gérard-Philippe MENAYAS, à propos des demandes financières de Jean-Marie BOIVIN pour compenser la fin des relations entre DCNI et EUROLUX, Nicolas SARKOSY aurait fait adresser un courrier aux administrateurs d'Eurolux par son chef de cabinet adjoint Samuel FRINGANT, disant que leur lettre avait été transmise à « MAM » qui « prendra les décisions appropriées ».

Dans les annotations manuscrites de monsieur Gérard-Philippe MENAYAS, apparaissent des allusions à des commissions versées dans divers pays, et des structures créées dans différents pays (Cayman, BVI, URUGUAY)

Une annotation vise clairement Monsieur le Procureur de la République de PARIS « JC MARIN « petit frère » pilote l'instruction dont il a sérieusement réduit le périmètre. Il y a malgré cela affecté 2 magistrats de 1^{er} plan. C'est un opportuniste, balladurien reconverti à N.S. ».

« ..l'un des principaux bénéficiaires des 5 millions de francs » (affaire frégates) « serait Edouard BALLADUR. L'autre, Elisabeth GUIGOU, grâce à un système élaboré des prêts adossés »

les différentes notes évoquent également les fonds versés à André WANG (dénommé DD), avec une annotation « rappel TH ne faire plus DD sur instruction de Villepin ».

« Les rétros JMP/BRAVO (nom de code du procès des frégates) ont été rétrocedées à J.Y LE DRIAN ».

« Joël BUCHER affirme l'existence de rétro-commissions en France, pour un milliard de francs, son adjoint Cho(orthographe phonétique) est mort défenestré ».

« JPP a utilisé la société Lobbying Trans Asia développement présidée par Jean-Marie CAMBACERES (ex député PS) ».

Les masses financières dont André WANG assurait la circulation occulte étaient destinées à la France et pour une part substantielle à l'Allemagne. Pour notre pays, elles devaient revenir au parti socialiste via Alain CHARASSE, à des membres du parti républicain et des balladuriens via Chales PASQUA et les « frères FELISACCI qui travaillaient pour lui sur ces opérations ».

↑ Le maître d'œuvre du système financier servant à alimenter les caisses noires des partis politiques français était le discret Jean-Marie Boivin. En 2007 et 2008, les confidences de cet homme de l'ombre, qui tentait de négocier son départ (lire « Jean-Marie Boivin, le maître à payer ») ont été scrupuleusement notées, dans un grand cahier à spirales, par le directeur financier des Constructions navales, Gérard-Philippe Menayas, sous l'étiquette de « Verbatim ». Des personnages de gauche et de droite, de Balladur à Villepin, Pasqua ou Guigou apparaissent sous la plume minutieuse du scribe. Du TNT pur vélin. Ce précieux document a été saisi, en 2007, par deux juges du pôle financier, Françoise Desset et Jean-Christophe Hullin, qui enquêtaient sur une histoire mineure de barbouzes au sein de la Direction des constructions navales. Au printemps 2008, la hiérarchie policière demandait à la police judiciaire une note détaillée sur le contenu du fameux cahier Menayas. *Bakchich* publie ici quelques extraits de la note produite alors par les flics financiers.

QUI TORPILLE À TOUT-VA

LE PARQUET DE PARIS À LA MANŒUVRE

PARQUET DU
TRIBUNAL
DE GRANDE
INSTANCE
DE PARIS

Paris, le 22 NOV 2007

Le Procureur de la République

à

Division Économique
et Financière

Monsieur le Procureur Général
près la Cour d'Appel de Paris

⇒ S'agissant de l'activité des sociétés HEINE et EUROLUX (hors missions confiées à CI et HC)

- un document chronologique (1994 - 2004) d'une page, non daté ni signé, retrace, notamment, de manière succincte et imprécise, les circonstances de la création de la société HEINE fin 1994, mentionnant l'aval du directeur de cabinet du Premier Ministre et celui du Ministre du Budget, et laisse supposer des relations ambiguës avec les autorités politiques en faisant référence au financement de la campagne électorale de M. BALLADUR pour l'élection présidentielle de 1995 ("pour payer campagne BAL, AGO [Alain GOMEZ ?] refuse de payer 2^{ème} réseau. Loi spéciale de BAL pour 4^{ème} mandat") (scellé DCNI 7 page 40),

- le contentieux qui a opposé, à partir de 2004, les dirigeants de HEINE et de EUROLUX GESTION à DCNI sur le montant de l'indemnisation de rupture des relations entre ces entités, a été l'occasion de menaces proférées par les dirigeants des sociétés écrans de révéler la nature des missions qui leur avait été confiées (scellé GPM8 pages 11, 12 et 16).

Un compte rendu manuscrit d'un entretien du 18 novembre 2005 entre M. MENAYAS et M. BOIVIN témoigne également des menaces de révélations concernant l'affaire des "frégates de Taïwan":

"Les dossiers transmis par les suisses ne contenaient que très peu de révélations sur des rétros. Il se confirme que celles-ci ont pris un autre chemin. JMB [Jean-Marie BOIVIN] en déduit que le contenu du coffre de Zurich prend de la valeur et il compte l'exploiter en tant que de besoin" (scellé GPM huit, page 3).

↑ Le 12 janvier 2009, Bakchich dévoile sur son site Internet une note de 13 pages du procureur de Paris, Jean-Claude Marin, sur les investigations menées par les juges Desset et Hullin. Une sorte d'alerte à usage interne pour sa hiérarchie, datée du 2 novembre 2007. Le magistrat y fait notamment état de menaces de révélations concernant l'affaire des frégates de Taïwan, d'une possible mise en cause de Nicolas Sarkozy dans le montage de sociétés écrans chargées de distribuer les commissions des contrats d'armement et d'un soupçon de financement illégal de la campagne d'Édouard Balladur en 1995...

JEAN-MARIE BOIVIN, LE MAÎTRE À PAYER

Des frégates de Taïwan (contrat Bravo), aux corvettes saoudiennes (Sawari II) jusqu'aux sous-marins pakistanais (Agosta), Jean-Marie Boivin a mis la main dans le cambouis des plus grands contrats d'armement français des années 90. Son rôle: répartir les commissions entre les intermédiaires chargés de « fluidifier » les deals de la Direction des constructions navales (DCN). Un maître des commissions, voire des rétrocommissions, qui fait valser les millions, de sociétés offshore en entreprises écrans, de la Suisse au Luxembourg en passant par l'île de Man. De l'art de faire s'évaporer les billets... D'ailleurs, le rôle de l'une de ces officines a été mis en lumière par la justice: la société de développement Heine SA, née en 1994 au Luxembourg avec l'aval du ministre du Budget français de l'époque, un certain Nicolas Sarkozy.



Las, en 2000, la convention de l'OCDE limite ces pratiques; la DCN doit donc se passer de ses services. Furieux, Boivin menace alors de tout déballer. À savoir les noms des agents « traités », les sommes versées et les éventuelles commissions revenues vers la France... La DCN propose 2 millions d'euros pour solde de tout compte, il en réclame 8 à 10. Fin 2006, deux ex-agents des services, mandatés par la DCN, se rendent à son domicile pour

l'apaiser. En vain.

Déterminé, Jean-Marie Boivin se répand en courriers. Adressés à Villepin, alors à Matignon, et à Sarkozy, ministre de l'Intérieur. À compter de 2009, Boivin s'assagit. Mieux, interrogé comme témoin par un juge antiterroriste et un juge financier, le *paymaster* ne pipe mot sur les grands contrats. Amadoué par un arrangement sur l'île de Man?

Le 28 octobre 2009, un jugement de la Haute cour du paradis fiscal évoque un accord intervenu, le 24 janvier 2009, entre un plaignant et « un haut fonctionnaire du gouvernement français »

représentant la DCN, Thales et la DCNS, sur un paiement de 8 millions d'euros.

Or ce *gentlemen agreement* ne peut être produit puisqu'il se révèle être... oral! Autre incongruité, le plaignant, le trust Simker, qui se dit propriétaire de Heine, indique avoir récupéré la créance le 21 juillet 2009. Soit six mois après

qu'un accord pour son règlement aurait été trouvé... Dernière fantaisie, la demande de Simker ne consiste pas en une demande de paiement mais en un retrait d'assignation, afin de pouvoir porter le cas dans une autre juridiction! Bref aucun accord n'a été signé. « L'indemnisation » exigée a-t-elle été honorée par le racket d'Heine? Ultime surprise, Jean-Marie Boivin est devenu patron de Simker dès novembre 2009 *

XAVIER MONNIER

CLEARSTREAM, ENCORE

Dès le 7 octobre 2009, Bakchich Hebdo révélait que beaucoup des rétrocommissions versées par les officines luxembourgeoises de la DCN, les sociétés Eurolux et Heine, ne passaient pas par les virements classiques, trop transparents. Le grand manitou des petites gâteries de la DCNI, Jean-Marie Boivin, préférerait, notait Bakchich, « passer par les services de la fameuse banque de compensation Clearstream ». En effet, Boivin, très à l'aise dans les circuits opaques luxembourgeois, était très proche de Jacques-Philippe Marson, qui fut longtemps à la tête de Cedel, l'ancêtre de Clearstream. Ces informations ont été confirmées dans l'audition récente du directeur financier de la DCNI, Gérard-Philippe Menayas, par le juge Renaud Van Ruymbeke.

CIRCUITS OPAQUES

Durant l'année 2004, l'existence de ces circuits financiers opaques a pu rendre crédible, dans les milieux politiques bien informés, le montage, totalement fantaisiste du faux listing Clearstream. Lorsqu'au printemps

2004 ces documents falsifiés sont transmis au juge Van Ruymbeke, les patrons des Constructions navales s'inquiètent et, via Jean-Marie Boivin, demandent à un ancien barbouze de la DST, Claude Thévenet, de se procurer les fameux listings. Lequel Thévenet va réussir à retrouver une copie de ces pièces, que la DCNI récupère avant l'été 2004.

Comment Thévenet, dûment rémunéré par Boivin et les Constructions navales, est-il parvenu à ses fins? L'ancien barbouze fait appel à l'époque au juge Thierry Jean-Pierre, aujourd'hui décédé. Est-ce que les relations entre les juges Van Ruymbeke et Jean-Pierre ont favorisé la transmission des documents? Beaucoup de magistrats du pôle financier, en tout cas, en sont persuadés.

Dans ces conditions, on comprend mieux que, durant le récent interrogatoire de Menayas par Renaud Van Ruymbeke, le magistrat n'ait posé aucune question sur la façon dont avait travaillé Claude Thévenet. Pas la peine de remuer les mauvais souvenirs. Le monde politico-judiciaire est décidément bien petit * N. B.





JUSTICE POUR LES VICTIMES DE KARACHI

L'HUMEUR DE PROBST

Jean-François Probst, ex-conseiller de Jacques Chirac et électron libre de la droite, commente sans langue de bois l'actualité politique.

Arrêtons cette mascarade! Il faudrait tout simplement que la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat convoque tous ceux qui ont un rapport avec l'affaire des rétrocommissions de Karachi. Une audition publique, à l'américaine, où les responsables viendraient s'exprimer devant les représentants du peuple. Pour enfin entendre une vérité que l'on doit aux familles des victimes.

Léotard, Millon, Richard, Alliot-Marie, Juppé, Jospin, Raffarin, Villepin, Fillon, Charette, Védrine, Barnier, Douste-Blazy ou Kouchner et même les secrétaires généraux de l'Élysée comme Claude Guéant devraient venir s'expliquer au lieu d'aller pérorer à la télé ou à la radio en répandant des soupçons. Ils ont l'air d'en savoir tellement! Le juge Van Ruymbeké devrait surtout se focaliser sur la bande des quatre « P »: Pasqua, Patrick Ollier, Patrick Balkany et Patrick Devedjian, des anciens de l'équipe Balladur.

Mais venons-en à l'esprit de Noël! Notre Bébert Delanoë a illuminé les

Champs-Élysées. Un peu de vert, de bleu, c'est joli, mais c'est cheap. Et à l'image des rues de Paris, déprimant. Tout le monde s'habille en noir, en gris, tout le monde porte le deuil.

Et le Kaiser Sarkoko, qui nous a joué de son violon hongrois à la télé devant trois bien pauvres journalistes. Avec sa méthode Coué: « Nous sommes bien mieux que les autres en Europe, nous sommes meilleurs. » Je lui suggère d'arrêter de se contenter de virevolter de sommet en sommet et de descendre dans les rues des capitales de nos chers voisins. En Espagne, en Allemagne, au Royaume-Uni, malgré la crise, la joie est encore là. Les ressorts de la Ville lumière seraient-ils rouillés? Une chose est sûre, le pays doit se réveiller parce que pour le moment c'est rikiki, crapoto, basta *

www.bakchich.info

Jean-François Probst vous stimule? Dégustez ses chroniques vidéo sur le Web : <http://minu.me/1vbh>

ÉCOLOS

JOLY LÂCHÉE PAR LES SIENS, C'EST MOCHE

Un nom dans toutes les bouches mais défendu du bout des lèvres: celui d'Eva Joly au sein du nouveau parti Europe Écologie-Les Verts. « Depuis la rentrée, Cécile Duflot fait le service minimum pour la soutenir », confie un membre de la direction nationale. Si bien qu'un dernier sondage Ifop place Duflot (43 %) devant l'ex-juge d'instruction (39 %) pour incarner les idées et les valeurs de l'écologie. Encore un bouton qui saute de l'habit de présidentiable d'Eva Joly! Que nombre d'élus, cadres et militants ont arrachés un à un pour différentes raisons.

MÊME DANY FLÉCHIT

Les députés verts n'ont par exemple pas digéré son absence aux journées parlementaires, à Arras, sans aucun mot d'excuse. Ni les lâchages de dernière minute aux conférences de presse à l'Assemblée. Surtout quand il s'agit de s'opposer à la loi Besson sur l'immigration.

Des cadres historiques ensuite, aucun ne s'est précipité pour servir de point d'appui à la candidature Joly dans le parti. Yves Cochet, Noël Mamère, Jean-Vincent Placé, Dominique Voynet, Yves Contassot et Jean-Marc Brulé l'accusent de faire les yeux doux au Modem, dont elle avait évoqué l'idée de porter les couleurs aux élections européennes. Autres reproches: avoir serpenté sur la question des retraites et s'être aliéné la frange antinucléaire en voulant maintenir les « centrales exis-

tantes » en attendant de voir.

Joly ne participe d'ailleurs pas aux réunions de la direction des Verts chaque mardi. Ni au bureau exécutif composé de la petite vingtaine de membres influents de l'organisation. Son soutien jusque-là indéfectible, Daniel Cohn-Bendit, qui avait fait appel à elle à la fin 2008, montre des signes de fléchissement. Depuis, Dany a fait des appels du pied à Hulot, dont il a défendu l'idée d'une candidature au congrès de Lyon et dans une lettre aux militants.

Reste que l'ex-magistrate peut compter sur un *triumvirat* tout acquis à sa cause. Un universitaire, Édouard Gaudot et deux eurodéputés, Pascal Canfin et Yannick Jadot, ex-directeur des campagnes de Greenpeace. Une mauvaise langue de rappeler qu'« en 2001 il était déjà là pour épauler Mamère à la présidentielle, mais il avait été si nul qu'ils ont été obligés de s'en débarrasser ». Une équipe de choc, donc, qui se retrouve chaque semaine à Bruxelles, mais sans rien peser dans le parti...

André Gattolin, plume de Dany le Vert, mesure l'effort de Joly « à vouloir parcourir les fédérations et faire parler d'elle dans la presse régionale ». Soucis, tout cela a un coût et le nouveau bébé écolo accuse déjà des dettes cumulées de plus de 500 000 euros. Sans prix d'ami *

LOUIS CABANES



Victoria



cocktail bar restaurant



expositions
privatisations
concerts live
équipements son/video

plus d'informations
www.victoria-cross.fr
www.neotonylee.com

EXPO/VENTE de NEO TONY LEE du 14/10 au 09/12 - remerciements : MANU LANVIN

service continu - 09h00-01h00 - 7/7 jours - réservations : 01 40 26 15 68 - 23 avenue victoria 75001 Paris



RÉCHAUFFEMENT D'un sommet l'autre. L'an dernier, Copenhague fut un échec. À la fin du mois, celui de Cancun, au Mexique, tentera de remobiliser sur la limitation des gaz à effet de serre. Pas gagné. Les climato-sceptiques sont passés par là et ont fait leur œuvre auprès des opinions.

Les CLIMATO-SCEPTIQUES carburent à pleins gaz

Les controverses sur le changement climatique, alimentées par un petit groupe de scientifiques et abondamment relayées par les médias, ont, dans l'esprit des Français, réussi à introduire le doute sur la réalité de ce bouleversement. Selon une étude de l'Ademe, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, après des années d'augmentation, la prise de conscience du problème climatique a chuté brutalement en 2010. Aujourd'hui, un Français sur cinq pense que le réchauffement est le problème environnemental le plus préoccupant, contre un sur trois en 2007. De même, la certitude que le climat va se modifier n'est plus acquise que pour 50 % d'entre eux, contre 70 % auparavant. Quant à l'origine anthropique, l'influence de l'activité humaine sur la dégradation de ce même climat, 81 % de nos compatriotes en étaient convaincus l'an dernier; ils ne sont plus que 65 % en 2010.

SEMER LE DOUTE

Ce scepticisme s'explique en grande partie par la polémique faite autour des membres du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), en marge du sommet de Copenhague, en décembre 2009. Le « Climategate » avait débuté un mois plus tôt avec la publication d'e-mails de chercheurs de l'université britannique d'East Anglia, contributeurs du Giec, laissant apparaître que ceux-ci avaient falsifié des données pour accréditer la thèse du réchauffement. Puis un autre battage avait suivi autour d'erreurs dans le rapport 2007 du Giec.

Depuis, deux études indépendantes, britannique et néerlandaise, ont réfuté ces allégations. Et, en France, l'Académie des sciences a confirmé les conclusions du Giec. Le but de cette même docte assemblée était aussi de clouer le bec à notre climato-sceptique

national, Claude Allègre. Trop tard! Son ouvrage, *l'Imposture climatique*, avait déjà connu un écho retentissant. Et même si l'ex-ministre de l'Éducation n'est pas accusé d'acoquinement avec les pétroliers ou l'industrie du charbon, à l'instar de nombre de ses collègues américains, il aura réussi son coup: semer le doute.

LOBBYISTES MASQUÉS

Le livre *Merchants of Doubts (les Marchands du doute)* d'Erik Conway et Naomi Oreskes, professeurs d'histoire des sciences à l'université de San Diego, analyse ce phénomène. Les auteurs expliquent comment une poignée de scientifiques américains est parvenue à dévier la connaissance du public vers des faits qui sont en faveur d'intérêts économiques, mais sans dire leur nom: que ce soit sur les méfaits du tabac ou le réchauffement climatique. Comme l'explique James Hoggan, auteur de *Climate Cover-Up, la Croisade du déni du réchauffement climatique*: « Les groupes antiréchauffement avancent des lobbies, qui, eux, doivent déclarer leurs financeurs. »

En France, juste avant la conférence mondiale sur le climat, qui aura lieu du 29 novembre au 10 décembre à Cancun, au Mexique, deux livres dénoncent cette désinformation scientifique: *le Populisme climatique*, de Stéphane Foucart, journaliste au *Monde*, et *le Négationnisme climatique* de Florence Leray.

La démobilisation générale face à l'urgence écologique est telle que l'espoir d'un accord post-Kyoto semble encore plus difficile à obtenir qu'après Copenhague. Même Laurence Tubiana, membre de l'Institut du développement durable et des relations internationales, estime que « plus personne n'y croit ».

Non seulement l'idée d'un accord international, pour contenir le réchauffement, semble dans les limbes, mais la légitimité même d'un

effort quotidien et citoyen de réduction des gaz à effet de serre a reculé dans l'opinion. Les raisons? Manque de confiance dans le discours scientifique, déception face aux politiques dont les décisions ne sont jamais à la hauteur de leurs discours incantatoires et, enfin, le confort facile de la position sceptique face à une théorie qui remet en question tout le modèle de vie occidentale.

Dans les pays anglo-saxons, où les débats médiatiques ont été les plus violents, la controverse a des implications politiques concrètes. Le projet de loi Obama de créer une Bourse des crédits carbone, sur le modèle européen, n'est pas passé au Sénat. Le Canada, qui attendait l'initiative des États-Unis, est resté immobile. Le scepticisme colporté par la presse européenne et américaine s'est même exporté jusqu'en Chine, où le sujet du réchauffement est un fait récent dans l'opinion.

SCIENTIFIQUES AGACÉS

Pour autant, les chercheurs américains que le climat préoccupe n'abandonnent pas. Ils ont lancé une fronde contre les « négationnistes » pour investir à leur tour le champ médiatique. Le 8 novembre, 39 universitaires de la Société américaine de géophysique ont poussé un coup de gueule contre les climato-sceptiques dans le *Los Angeles Times*. Ils ont annoncé 700 soutiens parmi leurs collègues membres de la société de géophysique.

« Cela dénote d'une vraie colère chez les scientifiques du

climat, qui ont cultivé jusque-là une discrétion à toute épreuve. Changement de braquet: ils vont combattre pied à pied ceux qu'ils qualifient de désinformateurs, lesquels sont désormais majoritaires à la Chambre des représentants », explique Hélène Crié-Wiesner, une journaliste française, ancienne spécialiste de l'écologie à *Libération*, aujourd'hui expatriée aux États-Unis.

Aux yeux de ceux que l'avenir inquiète, il apparaît plus

que nécessaire d'expliquer l'enjeu et les faits. Afin de rappeler que le changement climatique n'est pas une question de foi. Comme l'a souligné David Viner, de l'unité de recherche sur le climat de l'université d'East Anglia: « Je ne crois pas au changement climatique. Je crois aux signes du changement climatique » *

HÉLÈNE HUTEAU



DU MOU DANS LA CORDE À NŒUDS DE L'ÉCOLOGIE

Incroyable, on se demande pourquoi la nécessité écologique, celle qui est supposée régir la survie de notre espèce, a pris un peu de mou dans sa corde à nœuds? Il se trouve qu'entre l'euphorie sarkozyste primaire qui ressemblait à une suite tranquille des Trente Glorieuses – « travailler plus pour gagner plus » – et aujourd'hui, est intervenu un détail que l'on nomme « la crise ». Certes, la chose en question arrange bien le grand capital, qui se fait refinancer ses banques avec notre argent. Néanmoins, acceptez l'excuse du salaud de prolétaire de base qui, par les temps qui

courent, se soucie davantage de mettre de l'essence dans sa vieille Renault 5 que de sauver la planète. Une R5 qui lui permet d'aller au boulot, puisqu'il en a encore un, et d'aller à la pêche le dimanche. Le prolo en question, pas encore certain d'avoir échappé à l'amiante, se demande s'il va pouvoir honorer les caisses de Carrefour le 20 du mois. Alors, la couche d'ozone, c'est dire combien il s'en tape quand son avenir est fixé à demain. C'est un peu comme le pape avec les préservatifs, il ne tient pas compte de l'urgence * J.-M.B.

Dassault entretient son image

BIZNESS Le groupe Dassault a financé la restauration de l'Arc de triomphe. Pour faire plaisir à son pote Sarko ? Apparemment. Pour bénéficier des multiples et larges avantages offerts en retour ? C'est déjà plus probable.

Premier partenariat culturel pour le groupe Dassault, la rénovation de l'Arc de triomphe ne sera sûrement pas le dernier. « *Il est vrai que la tentation d'être au cœur de la restauration de ce symbole de patriotisme était grande* », expliquait, des trémolos dans la voix, Olivier Dassault, fils de Serge et vice-président du groupe industriel, lors du lancement de l'opération au printemps. Il faut dire que l'Élysée aurait chaudement encouragé l'avionneur à se porter candidat pour contrer l'offre de service du groupe Kärcher... Question d'image!

De son côté, une bonne partie de la presse relayait le beau geste. En tête, ô surprise, *le Figaro* ou *Valeurs actuelles* – tous deux propriétés de Dassault. Pour sauvegarder le patrimoine en péril, Dassault aurait cassé sa tirelire. Coût de la facture: 800 000 euros. Là où l'affaire se corse un peu, c'est qu'en réalité les travaux de restauration réalisés par l'entreprise Tollis n'ont pas coûté plus de 360 000 euros... Où est donc passé le reste? Avant de répondre, il convient de rappeler quelques règles en matière de fiscalité du mécénat. Depuis 2003, le mécénat d'entreprise permet une réduction

d'impôts de 60 % des montants investis. Avec, en bonus, l'équivalent en « avantages » de 25 % des dépenses. Sur les 800 000 euros lâchés, le groupe Dassault récupère déjà 480 000 euros de déduction. Il aura également le droit à 200 000 euros en avantages: entrées gratuites pour le monument et différentes opérations de communication. Apposer un logo sur un monument visité par un million et demi de personnes par an, cela se monnaie généralement très cher. Que les mécènes se paient en redorant leur image, voilà qui paraît bien naturel.

TOUT POUR LA COM MAISON

Reste qu'à regarder de près la répartition des 800 000 euros donnés au Centre des monuments nationaux, la communication de l'industriel autour de l'opération représente l'un des principaux coûts. À côté du poste « réfection des joints altérés » ou « traitement biocide », une partie des sommes censées contribuer à la restauration – dont une tranche sera défiscalisée – a notamment servi à tourner un film d'entreprise à la gloire du mécénat *made in Dassault*. « *Un film indigent avec une musique grotesque* », raille un fonctionnaire de la rue de Valois. Oups! La musique est signée Olivier Dassault, poète et compositeur à ses heures. Financer sa com sur les deniers publics, via la défiscalisation: chapeau l'artiste! *

LUCIE DELAPORTE



LE BILLET D'ALAIN RIOU

HABILLÉS POUR L'HIVER

Journaliste au *Nouvel Obs* et invité de *Masque et la plume*, Riou fait aussi du cinéma.

Le temps est aux calendriers sexy. Depuis quelques hivers, les sapeurs, les éboueurs, les dentistes, les rugbymen du Stade Français ont pris l'habitude de poser tout nus afin de créer un lien de sympathie décontractée entre eux et leurs fans. Or les ministres du nouveau gouvernement français, dont MM. Sarkozy et Fillon viennent d'accoucher au milieu des sarcasmes, ont grand besoin eux-mêmes de se faire mieux connaître et de mettre un peu de chaleur dans leurs rapports avec les citoyens. Vu l'ardeur qu'il met à dénicher ce qui pourrait mettre le Président en valeur, il est peu probable que le staff des communicants de l'Élysée n'ait pas déjà songé à la chose. Bref, on peut tenir la parution d'un calendrier sexy du gouvernement comme une des très probables surprises des mois à venir.

LES MINISTRES À POIL

Mais se montrer tout nu ne saurait suffire. Encore faut-il l'être en situation. Pour M. Hortefaux, le problème est simple (appareil): s'inspirant de la peinture antique, et comme son nom l'y invite presque, il posera en pompier, nu sous son casque. M. Baroin, qui est joli garçon et émerge au ministère du Budget, pourrait envisager la tenue dépouillée de l'assujetti qui vient d'honorer sa dette fiscale. À moins que Mme Lagarde n'exploite la même idée, en s'inspirant de Miss Décembre de l'irrésistible calendrier des paysannes suisses: vêtue d'un fêtu de paille, la locataire de Bercy plumerait alors énergiquement une volaille bien symbolique. M. Le Maire, ministre de l'Agriculture, lorgnera le même calendrier mais en préférant miss Octobre. Comme celle-ci, il posera le sexe à peine couvert d'un tablier de fermier devant un taureau bien cornu qu'il excitera en tenant comme une muleta la partie rouge du drapeau national. Rendre au mieux la justice est l'art de l'équilibre. On imagine bien M. Michel Mercier, marquis des Angès, au sommet de la colonne Vendôme, dans le costume et la pose du Génie de la Bastille. Enfin, le goût de M. Fillon pour la compétition automobile le mène tout droit, plutôt que dans le mur, au calendrier Pirelli, publication sophistiquée dont les photographes usent d'instruments compliqués pour fixer des filles dans le plus simple appareil. Bel homme mais ministre d'une France en faillite, il posera sans voile, dans le dénuement le plus complet *



PUBLIVORE

Le jackpot de la télé sur le Web

La télévision de rattrapage, qui permet de revoir une émission sur Internet, est un succès. TF1Vision, Pluzz (France Télévisions), Player Canal +, Arte + 7, M6 Replay sont autant de sites Web générateurs d'audience. Et donc d'espaces pour les annonceurs. Surtout quand la loi ne limite aucunement les quantités. En effet, depuis le 12 novembre 2010, dans la continuité de la loi du 5 mars 2009, un décret réglemente la pub sur la télévision de rattrapage. Certes, sur le plan qualitatif, les mêmes règles que pour la télé classique s'appliquent. Mais sur le plan quantitatif, rien. Ainsi un internaute lambda aura-t-il la désagréable surprise de voir son émission préférée interrompue plus d'une dizaine de fois par des annonces publicitaires. Ce qui est loin d'être le cas sur la télé. « *Quand la loi a été créée pour limiter la publicité à la télé, il y avait peu de chaînes. Aujourd'hui, la multiplicité de l'offre sur Internet ne justifie pas de telles contraintes*, explique Stéphane Martin, directeur général de l'Autorité de régulation professionnelle de la publicité. *Après, tout est question d'équilibre. S'il y a trop de publicités dans les programmes de rattrapage, les internautes iront ailleurs. C'est à double tranchant* », conclut-il. Entre la satisfaction de leurs téléspectateurs et la santé de leurs comptes en banque, le choix paraît diablement cornélien pour les chaînes de télé * S. P.



LE PIPOLE de la semaine

JULIE, LA VRAIE STAR D'EUROPE 1

Alexandre Bompard part, Julie reste. Avec cinq millions d'auditeurs quotidiens recensés dans le dernier sondage Médiamétrie, le patron d'Europe 1 peut quitter la station content. Soulagé, même. En juillet dernier, la radio avait connu ses plus mauvais résultats depuis 2002. Avec ces nouveaux résultats, pointent ici ou là les commentaires satisfaits des stars de la rue François-1^{er}. Mais une voix, pourtant fort agréable, reste modeste sur le sujet. Celle de Julie, animatrice historique d'Europe 1. « *Julie est une femme réservée* », confie son époux Gérard Leclerc, par ailleurs patron de la chaîne Public Sénat. Une discrétion qui dure depuis trois décennies mais qui n'a pas empêché Chantal Leclerc, son identité véritable, de s'installer au creux des oreilles du public. Au contraire.

DÉBUTS SUR LES PLANCHES

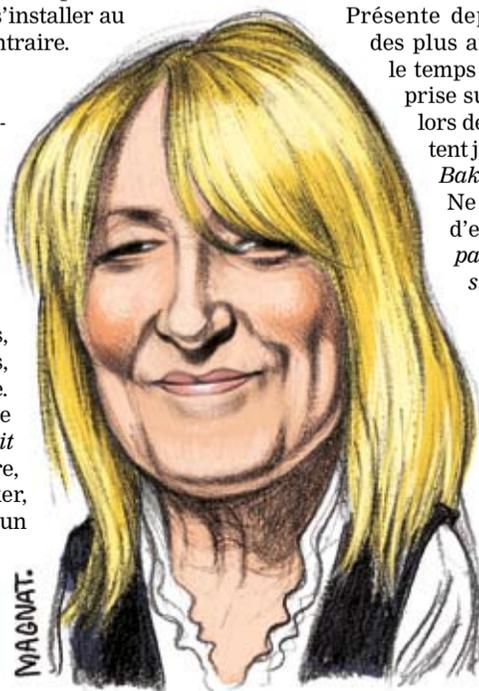
Résumant assez justement le sentiment des auditeurs d'Europe 1, Pierre Lescure confie: « *Julie, je la connais depuis... toujours et, de fait, je ne la connais guère.* » Stéphanoise de naissance, elle débute au théâtre. Si les *Fraises musclées*, une pièce de Jean-Michel Ribes dans laquelle elle a fait ses armes, n'est pas restée dans les mémoires, elle y a appris le sens de la repartie. Plutôt utile quand Baffie lance à une auditrice: « *Ça donne le ton, ça en fait deux avec Julie.* » Gerra, Bellemare, Ruquier, Fogiel, Bouvard, Drucker, tous ont réclamé celle que Roucas, un autre de ses compères, surnomme « la baronne de Gatine », du nom de sa maison dans le Poitou. « *Elle est à l'aise avec tout le monde* », assure son ami et collaborateur Jacques Sanchez.

En 1996, c'est Jérôme Bellay, ancien patron d'Europe 1, qui a souhaité que sa voix habille l'antenne. Aujourd'hui, elle est présente durant toute la matinée, puis sa voix enregistrée court tout au long de la journée, ici pour lancer une émission, là pour donner l'heure. « *Il faut être idiot pour croire que c'est peu de chose de donner l'heure. Ça fait des années que les gens se lèvent, déjeunent, vont à l'école, partent au boulot au rythme de l'heure donnée par Julie. Julie, c'est le temps qui passe, c'est la vie qui passe, il n'y a que pour elle que le temps ne passera jamais* », dit d'elle Guy Carlier.

LONGÉVITÉ INÉGALÉE

Présente depuis 1972 sur Europe 1, l'une des plus anciennes avec Laurent Cabrol, le temps semble en effet ne pas avoir de prise sur elle. Et ses fous rires, comme lors des sketches de Canteloup, enchantent jusqu'au patron de la rédaction de *Bakchich*. Le secret de sa longévité? Ne pas rentrer dans les batailles d'ego des stars de la radio. « *Et ne pas penser qu'avoir sa propre émission est une fin en soi* », ajoute son époux. Quand il a pénétré dans le studio d'Europe 1, lundi 22 novembre, pour assurer la promotion du film dans lequel il joue, Lionel Jospin s'est assis sur le siège de Julie. « *Mais vous avez pris ma place* », remarque-t-elle en arrivant. « *J'en rêve depuis toujours* », a répondu l'ancien Premier ministre socialiste. C'est à ce genre de choses aussi qu'on mesure son importance *

SIMON PIEL



MYLENE, JENIFER, VANESSA, NOLWENN, LAETITIA, ZAHIA,
CLARA, GENEVIEVE, RACHIDA, SEGOLENE, CECILIA, CARLA ...

ELLES ECOUTENT TOUTES



ma french musique !

Ma Musique Française*

PARIS 102.7 - LYON 93.7 - MARSEILLE 93.4 - BORDEAUX 88.5 - AIX-EN-PROVENCE 92.0 - LORIENT 88.3 - ANGERS 95.5
AUBUSSON 106.1 - AURILLAC 88.0 - MAYENNE 94.1 - AZAY-LE-RIDEAU 95.3 - MENDE 87.6 - BEAUVAIS 98.5 - MENTON 90.3/104.1 - BERNAY 97.7
MILLAU 90.6 - MONTAUBAN 107.0 - BOURGES 105.9 - MONTLUÇON 93.3 - BRESSUIRE 107.0 - MONTPELLIER - 94.5 BREST 93.6 - NANCY 91.1
BRIANCON 95.1 - NANTES 88.8 - CAEN 88.7 - NEVERS 107.4 - CAHORS 107.0 - NICE 90.3 - CANNES 90.3 - NIORT 102.5
CHAMBERY 106.4 - PAIMPOL 105.3 - CHARLEVILLE-MEZIERES 92.6 - CHATEAUXROUX 92.8 - PERIGUEUX 106.9
CHAUMONT 88.6 - PONTIVY 100.5 - CHINON 105.3 - PORNIC 98.5 - CLERMONT-FERRAND - 94.4 - QUIMPER 94.7 - COLLINEE 105.8
QUIMPERLE 98.2 - CONFOLENS 102.4 - RENNES 94.9 - DAX 107.3 - ROANNE 106.0 - DECAZEVILLE 96.1 - ROCHEFORT 107.2 - DIE 90.9
RODEZ 97.3 - DIGOIN 106.9 - ROYAN 98.4 - DINAN 95.0 - SAINT-AFFRIQUE 92.0 - ERNEE 93.1 - SAINT-CHELY-D'APCHER 101.4
EVRON 93.7 - SAINT-DIZIER 89.4 - GAP 98.7 - SAINT-FLOUR 102.1 - GRENOBLE 106.9 - SAINT-LARY-SOULAN 101.3
GUERET 93.2 - SAINT-NAZAIRE 89.1 - HYERES 106.6 - SALON-DE-PROVENCE 91.9 - LA FERTE-BERNARD 99.1 - SEDAN 102.0
LAMBALLE 94.4 - SETE 94.5 - LANDERNAU 100.8 - SEVERAC-LE-CHATEAU 98.7 - LA ROCHE-SUR-YON 106.9 - THOUARS 100.8
LAVAL 107.1 - TOULON 106.6 - LE - CREUSOT 107.5 - TREGUIER 105.3 - LE MANS 106.9 - UGINE 106.9 - LESPARRE-MEDOC 96.2 VANNES 106.3
LES SABLES-D'OLONNE 102.5 - VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE 98.5 - LIMOGES 106.0 - LISIEUX 94.5

www.mfmradio.fr

TURQUIE

L'HÉRITAGE LAÏC D'ATATÜRK DÉTRICOTÉ

Très discrètement, les islamistes au pouvoir en Turquie déboulonnent la statue de Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la République laïque. Il n'est par exemple plus interdit d'évoquer son goût pour l'alcool.

Dans le restaurant d'Antalya, la grande ville touristique du sud de la Turquie, plongeant sur la Méditerranée, Ali encourage la trentaine d'Allemands à goûter le raki, une sorte d'anisette locale. « C'était la boisson préférée d'Atatürk, le fondateur de notre République. D'ailleurs, il est mort en 1938 d'une cirrhose du foie », raconte le guide en souriant. Ce n'est pas un scoop. Le penchant pour la bouteille de Mustafa Kemal Atatürk est connu de longue date. Seulement voilà, pendant des décennies, il était interdit d'ébrécher la statue du père de la Turquie moderne, sous peine d'être jeté en prison. Mais aujourd'hui, le Parti pour la justice et le développement (AKP), mouvement islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002, prend un malin plaisir à le dénigrer tout en le vénérant officiellement.

LE RETOUR DU VOILE

Désormais, les Turcs évoquent, sans baisser la voix dans les lieux publics, l'homosexualité de ce militaire qui a repoussé les armées grecque, italienne et française après la Première Guerre mondiale. Vrai? Faux? La question ne mérite même pas d'être posée. En revanche, il est clair que les islamistes entendent se débarrasser en douceur d'un héros qui a laïcisé le pays, interdit le voile aux femmes, supprimé le califat et remplacé les caractères arabes au profit de l'alphabet latin. Ces dernières années, Abdullah Gül, le premier président turc issu du courant islamique, demandait à Hayrùnisa, son épouse voilée, de ne pas assister à la réception officielle de la fête de la République, le 29 octobre, afin de ne pas

heurter les militaires laïcs. Mais en 2010, elle était bien là, la tête couverte. Au début d'octobre, le Haut conseil des recteurs a demandé aux présidents d'université de ne plus refuser les étudiantes voilées dans les facultés. Jusqu'à présent, le voile y était formellement interdit. Demain, le turban sera-t-il autorisé dans l'administration?

Même si les Turcs continuent d'honorer son mausolée situé au sommet d'une colline à Ankara, Atatürk doit se retourner dans sa tombe. Soixante-dix ans après sa disparition, son héritage part en lambeaux. Comme si de rien n'était. Recep Tayyip Erdogan, le Premier ministre issu de l'AKP, apparaît comme un homme modéré. Il est en costume cravate et, contrairement aux Frères musulmans égyptiens, il ne s'affuble pas d'une barbe.

FÂCHERIES AVEC ISRAËL

Mieux, il gagne démocratiquement les élections, dominant le Parti républicain du peuple (CHP), fidèle à Atatürk, et offre à son pays une croissance économique de 7 % cette année. « Tout en douceur, la Turquie se détourne de l'Union européenne et signe des accords de libre-échange avec le Liban, la Jordanie, la Syrie. Elle veut tripler son commerce avec l'Iran. Et elle entretient les meilleures relations avec le Kurdistan irakien »,

constate un entrepreneur, membre de la Tüsiad, le Medef turc. « Il y a cinq ans, la grande majorité des Turcs étaient pour entrer dans l'Europe. À présent, presque plus personne n'en veut », constate Tyfoun, un étudiant pourtant hostile aux islamistes. Ankara n'hésite plus non plus à se fâcher avec Israël, son allié traditionnel dans la région. En 2009, Erdogan a fustigé l'opération militaire israélienne sur Gaza. Cette année, le gouvernement a soutenu IHH, l'ONG coorganisatrice de la flottille pour Gaza.

En théorie, la liberté de la presse existe. Mais les journaux d'opposition sont muselés par des amendes de plus en plus lourdes. Près de 3000 procédures judiciaires concernent actuellement des journalistes. Quant aux autres minorités, notamment religieuses, elles sont poussées à l'exil. Il y a quelques mois, Luigi Padovese, vicaire apostolique pour le sud de la Turquie, déclarait : « Pourquoi les chrétiens étaient-ils si nombreux et que maintenant il n'en existe presque plus? On peut toujours nier les mesures discriminatoires, mais il faudra tout de même donner une explication. » Le 3 juin dernier, Padovese a été poignardé par son chauffeur, qui a expliqué son geste par une « révélation » *

AMÉDÉE SONPIPET



Mot à Mot

BLANQUETTE [bläkɛt].

n. f. S.O.S. sauce.

Le monde savait que seuls les Français, à table, étaient enclins à parler de ce qu'ils ont mangé la veille, de ce qu'ils sont en train de manger et de ce qu'ils mangeront demain. Le voici contraint de vénérer notre « repas gastronomique », qui « met l'accent sur le fait d'être bien ensemble, le plaisir du goût, l'harmonie entre l'être humain et les productions de la nature ». Tandis que chez les autres, à l'heure du repas, on se déchire entre convives, on se fait souffrir en mangeant des horreurs et on invite un végétarien

pour lui objecter le cri de la carotte qu'on arrache.

Avoir faim est pénible partout mais, en France, c'est inadmissible. Voilà sans doute pourquoi Sarkozy a propulsé notre gastronomie devant l'Unesco. Il ne l'a pas fait pour lui (il nourrit son petit corps en sept minutes et trois crottes en chocolat, dit-on), mais pour ses quatre à cinq millions de concitoyens qui, selon les statistiques, ont du mal à remplir leur gamelle. On en a vu, à la télé, qui avouent sauter un repas pour mieux nourrir les enfants. Nicolas a bien compris que ces négligences la foutaient mal : hop, on les planque sous la blanquette (qui en anglais veut dire « couverture »)!

Depuis le Festin de Babette, on sait quel bonheur notre bouffe apporte

aux tristes protestants, sans compter tous les fanatiques qui ne connaîtront jamais la saveur du pâté de tête et du Jésus (de Lyon). Nous décillons, nous libérons les papilles, nous révélons : que fassent pénitence ceux qui, comme Sarah Palin, croient cuisiner en grillant des marshmallows ou en saupoudrant de cumin un steak d'ours haché glissé entre deux brioches. D'ailleurs je bois un jaune à leur santé – l'apéro est le premier acte obligatoire du « repas gastronomique français » – et j'attaque les rillettes pour me caler. On ne sait jamais : au dessert, faudra goûter le « pain d'épices du nord de la Croatie », autre lauréat du patrimoine de l'humanité. Roulé sous les aisselles? *

JACQUES GAILLARD



UNE BIEN VILAINE ODEUR DE GAZ

ÉCOLO FAÇON NICOLINO

Auteur, entre autres, d'un ouvrage sur les pesticides, Fabrice Nicolino tient un blog sans concessions sur l'environnement, Planète sans visa.

On aime. On adore. Halliburton. Cette transnationale située à Dallas, spécialisée dans le BTP et le pétrole, a été dirigée entre 1995 et 2000 par un certain Dick Cheney. Lequel devient, le 20 janvier 2001, vice-président des États-Unis. Dans un geste héroïque, il abandonne alors son poste de PDG. Quoique. En 2002, Halliburton n'est que le dix-neuvième fournisseur de l'armée américaine.

En 2003, sur fond de guerre en Irak, il devient le premier, ce qui n'est que justice. Depuis, l'eau a coulé sous les ponts. Il a fallu trouver de nouveaux marchés, ce qui n'a rien d'évident, avec tous ces requins de la finance qui traînent un peu partout. Mais Halliburton a d'excellents ingénieurs, qui ont mis au point, dès les années 80, une méthode révolutionnaire de forage horizontal pour récupérer des gaz de schistes. Or les gaz piégés dans ces couches sédimentaires – dont du schiste – représentent de colossales réserves encore intactes. Certains prétendent qu'elles sont quatre fois plus importantes que les gisements connus de gaz conventionnel. Il faut et il suffit d'aller les chercher. Bon, cela enverra fatalement, au moment de la combustion, de phénoménales quantités de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Mais on s'en fout, non?

En France, le ministère de l'Écologie a délivré, en mars 2010, des permis d'exploration des gaz de schistes à Total, GDF-Suez et des sociétés américaines, sur au moins deux vastes zones. Entre Montélimar et le nord de Montpellier. Entre Saint-Affrique (Aveyron) et Le Vigan (Gard), via le Larzac. On risque d'autant plus de s'amuser que l'Agence de l'environnement américaine (EPA)

Schistes

commence à se poser de menues questions. Les produits chimiques utilisés pour fracturer les schistes rendent l'eau des nappes – et des robinets – imbuvable. Parfois explosive, au sens propre, comme l'ont montré des témoignages documentés. Or l'EPA vient d'assigner Halliburton pour ne pas avoir fourni la liste des produits chimiques utilisés dans le procédé dit « de fracturation hydraulique ». Les services de com du géant américain ont aussitôt réagi en offrant une réponse admirable. Halliburton aurait déjà donné une documentation de plus de 5000 pages. Le hic, selon l'EPA, c'est que cette lecture est imbitable. Halliburton a-t-il quelque chose à cacher? Quelque chose qui expliquerait ce qui est arrivé à l'eau jadis potable du village de Pavilion, Wyoming? Onze des dix-sept puits locaux sont farcis, entre autres, par du 2-Butoxyéthanol, hautement cancérigène *

« BAKCHICH » passe au vendredi

Retrouvez-nous chaque semaine en kiosque !

ABONNEZ-VOUS GAIEMENT

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
E-mail _____

JE M'ABONNE POUR UN AN :

Hebdo : 50€

Hebdo + Web : 80€

Hebdo + Web + digital : 100€

JE M'ABONNE POUR TROIS MOIS :

Hebdo : 15€

Hebdo + Web : 30€

Hebdo + Web + digital : 40€

Par chèque bancaire à l'ordre du GROUPE BAKCHICH

Pour tout abonnement hors France métropolitaine :
Service abonnements Bakchich • hmerabet@ame-press.com

MERCI DE RETOURNER CE BON COMPLÉTÉ À :

Bakchich abonnements-AME 4 rue de Jarente 75004 Paris



WEB Deux jeunes universitaires mexicains ont créé, en mars 2010, El Blog del Narco, un site pour lutter contre les cartels de drogues tout-puissants du pays. Ces « blogueurs de guerre » diffusent ce que les médias traditionnels n'osent plus publier. Une forme de résistance.

Un blog contre les NARCOS

Le premier est informaticien. Le second est étudiant en journalisme. Tous deux ont moins de 30 ans et vivent quelque part, dans le nord du Mexique, là où les cartels de narcotraffiquants se livrent une guerre sans merci. Plus de 28000 morts en quatre ans, dont une trentaine de journalistes. Pas étonnant que ces deux universitaires requièrent l'anonymat absolu. Ils expliquent, dans une interview accordée par e-mail à Bakchich, que « seules trois personnes sont au courant et que c'est déjà trop ».

Depuis mars 2010, ils dirigent El Blog del Narco. Un site qui regorge de scoops et de vidéos exclusives de fusillades, de massacres ou d'exécutions. Comme cette vidéo de plus de quatre minutes où l'on voit quatre hommes encagoulés et lourdement armés égorger Manuel Mendez Leyva, 39 ans, qui travaillait pour le narcotraffiquant La Barbie, avant de le décapiter et d'envelopper son corps...

Chaque jour, ces « blogueurs de guerre » diffusent ce que les médias traditionnels n'osent plus publier. Leur blog enregistre cinq millions de visites par semaine et est devenu



une référence en la matière. « On nous dit même que des agents de la CIA et la Drug Enforcement Administration viennent s'informer sur notre site. »

VIDÉOS CHOCS

Si ces journalistes utilisent le Net pour informer à propos des cartels, ces derniers aussi sont actifs sur la Toile, notamment via les réseaux sociaux, comme l'analysent les

experts en sécurité Sarah Womer et Robert Bunker dans une étude parue en mars dans la revue *Small Wars & Insurgencies*. « Le principal usage d'Internet par les narcotraffiquants mexicains est la propagande sur les réseaux sociaux. »

Mieux, les narcos ont récemment saisi le concept du journalisme dit « participatif », qui leur permet de faire passer subtilement des mes-

sages. De fait, ils contribuent directement, et anonymement, à El Blog del Narco en leur envoyant des infos et des communiqués, mais aussi des images, comme cette vidéo de l'exécution d'un employé de cartel rival. « On a décidé de la publier car ce document présente des images, certes très fortes, mais qui reflètent la violence de cette guerre et la violence que subissent les Mexicains du nord. On veut relater les faits tels qu'ils sont », expliquent les fondateurs du Blog del Narco. « Notre seul souci est de s'assurer de la véracité du document. En tant que journalistes, il est intéressant de recevoir des infos des narcos qui sont inaccessibles pour la presse. »

LE SILENCE OU LA MORT

Car pour les journalistes, le nord du Mexique est devenu l'une des régions les plus risquées au monde. Ils sont même soumis à la loi du « silence ou la mort », comme le résume le comité de protection des journalistes mexicains. Pas étonnant, dans ces conditions, que la plupart des grands médias du nord aient « baissé les bras ». En témoigne le titre de une du quotidien *El Diario de Juarez* daté du 18 septembre : « Qu'est-ce que vous

attendez de nous ? » Une question directement adressée aux chefs des cartels suite à l'assassinat, la veille, d'un photoreporter âgé de 21 ans. Pour l'instant, El Blog del Narco n'a reçu aucune menace.

TWITTEROS

L'usage du Net permet également aux Mexicains de s'informer en temps réel sur une rue à éviter à cause d'une fusillade, un corps criblé de balles retrouvé sur la chaussée, un barrage de police... Certaines municipalités ont d'ailleurs créé des « groupes » et des plateformes d'échanges pour les utilisateurs, les blogs citoyens ou les réseaux sociaux sont devenus un outil indispensable pour nombre d'habitants, ainsi transformés en twitteros.

Mais, là encore, les cartels ont vite compris l'utilité des réseaux sociaux en termes de logistique pour leurs organisations. Et parmi les twitteros, on retrouve des membres des cartels qui piochent les infos utiles pour leur déplacement et leur logistique. En échange, ils envoient des menaces et terrorisent des villes entières avec un simple tweet *

JOAN TILOUINE

**LA VIOLENCE
S'IL TU TE TAIS
ELLE TE TUE**

0800 20 22 23
www.jeunesviolencesecoute.fr

île de France

* Anonyme et gratuit (sauf téléphone portable)



AU DOIGT ET À L'ŒIL

LE DICO ANTIDÉMAGO

Associer la provocation à Ardisson, c'est un peu comme associer Henri de La Rochejaquelein à la contre-Révolution. Il y a comme une évidence. L'homme en noir, qui a mis en lumière la modernité du PAF sous les néons enfumés des Bains Douches, n'a eu de cesse, depuis trente ans, de redorer le blason de la créativité frondeuse. *Bains de minuit* ou *Lunettes noires pour nuits blanches* s'assimilent aux deniers du culte cathodique de toute une génération ; *Rive Droite/Rive Gauche* rend nostalgiques tous les amoureux de la culture à la télévision, et *Salut les Terriens* ! se porte très bien.

(PRO)VOCATION D'ARDISSON

Une carrière du troisième type pour un homme jamais en perte de vitesse inventive, à la longévité étonnante alors qu'il a pour livre de chevet *l'Homme pressé*... Pourtant, à la suite de son passage à la direction d'*Entrevue*, l'homme a essuyé des plâtres en béton, et quelques traversées du désert, à l'instar des personnalités qu'il incorpore dans son panthéon de la provocation. Dans le *Dictionnaire des provocateurs*, l'auteur de *Louis XX* retrace, avec Cyril Drouhet et Joseph Vebret pour équipiers, l'histoire d'hommes et de femmes qui employèrent leur existence à agiter les pensées assises de leur époque. Des monuments publics dont on apprend ici que la vie privée fut le plus souvent liée aux affres de la solitude, comme une conséquence quasi nécessaire à tout esprit libertaire. Le suicide de Romain Gary, par exemple, alias Ajar, croisant le destin funeste de Jean Seberg et giffant avec superbe le Prix Goncourt. D'autres, à leur façon, y laisseront également leur peau : de Bloy à Artaud en passant par Mishima ou Monroe... Ce dictionnaire est une clé qu'il faut impérativement mettre à notre trousseau, car elle nous ouvre les portes de la vie de héros qui traversèrent les murs du diktat des certitudes. Une arme de la mémoire où la révolte est au service de l'intelligence, comme un immanquable devoir. Chapeau bas. Décidément, Ardisson n'a pas raté sa vocation *
RENAUD SANTA MARIA

Dictionnaire des provocateurs, par Thierry Ardisson, Cyril Drouhet et Joseph Vebret, éd. Plon, 571 pages, 19,50 euros.

MACHETE

Du très bon mauvais goût

CINÉ Un Mexicain sévèrement burné affronte un narcotraffiquant très méchant et un sénateur pourri. Un délire gore et jouissif par le réalisateur de *Sin City*.

« **T**as fait chier le mauvais Mexicain ! » C'est sûr que ce n'est pas une bonne idée de lui marcher sur les santiags, surtout quand le Mexicain en question a la gueule vérolée de Danny Trejo et que, en guise de cure-dents, il utilise une machette (d'où son surnom) longue comme un bras. Seul fédéral incorruptible du Mexique, « Machete » tente de mettre fin aux agissements d'un narcotraffiquant très méchant qui décapite sa femme. Caramba ! Machete disparaît alors de la circulation et refait surface au Texas. Il survit en bossant comme des milliers de journaliers mexicains et se voit proposer un contrat : abattre un sénateur néocon et raciste, croisement entre George W. Bush et Brice Hortefeux...

GORE ET SEXY

À l'origine, *Machete* est une fausse bande-annonce intercalée entre le double programme *Boulevard de la mort* de Quentin Tarantino et *Planète terreur* de Robert Rodriguez. Persécuté par ses fans et Danny Trejo, 66 ans, qui n'avait jamais tenu de premier rôle, Robert Rodriguez accepte deux ans plus tard de réaliser un long-métrage zinzin consacré aux aventures du Mexicain sévèrement burné. Sorte de *grindhouse* ultime (terme qui désigne les séries B des années 70), *Machete* est donc un hommage aux films d'exploitation, nanars ultraviolents, hantés par des machos excités du slip et de la gâchette. Il

sera donc ici question d'équarrissage à l'arme blanche, d'affriolantes bimbos en minishorts et de dialogues top classe comme :
– *C'est quoi ce truc long et dur ?*
– *Ma machette !*
Bourrin, déviant, plus bête que méchant, *Machete* est une grosse blague de très bon mauvais goût. Car l'idée de Rodriguez, c'est d'aller trop loin. Trop loin dans l'artifice avec les zooms tout pourris, les *split-screens* improbables, les rayures de pellicule... Trop loin dans la violence, notamment quand Machete ouvre le bide d'un nuisible et se sert de ses intestins pour se balancer par la fenêtre. Trop loin dans le



n'importe quoi avec la baston finale entre les Mexicains et la milice de Don Johnson. Ponctué de répliques impayables, *Machete* offre un tour de grand huit à de vieilles badernes comme Steven Seagal, Tom Savini, Cheech Marin ou Robert De Niro, qui semble s'amuser comme un fofou. Côté féminin, Rodriguez nous régale avec Jessica Alba et Michelle Rodriguez, barbies ultrasexuées armées d'énormes calibres. Comment y résister ? *
MARC GODIN

Machete de Robert Rodriguez et Ethan Maniquis, avec Danny Trejo, Jessica Alba, Robert De Niro. En salles le 1^{er} décembre.

En salles

RAIPONCE

De Byron Howard

Adapté d'un conte des frères Grimm, *Raiponce* concentre le meilleur de l'animation Disney et de l'humour second degré *made in Pixar*. Avec la 3D la plus époustouflante depuis *Avatar*.

SCOTT PILGRIM

D'Edgar Wright

Héros de *Juno*, Michael Cera doit, pour séduire la fille qu'il aime, affronter ses ex, regroupés en une « ligue des ex maléfiques ». Réalisée par le Britannique Edgar Wright (*Shaun of the Dead*), cette adaptation d'une BD culte est un objet pop bizarre, hommage jouissif à la culture geek.

LE GUÉPARD

De Luchino Visconti

Palme d'or à Cannes en 1963, un des grands Visconti, sublimé par la beauté de Delon et la lumière de Giuseppe Rotunno. Attention, le film est également édité en Blu-Ray, dans une version longue remasterisée.

MONSTERS

De Gareth Edwards

Tourné avec 20 centimes d'euro par un débutant, *Monsters* est un des pires nanars de l'année. Une histoire d'invasion de grosses bêtes extraterrestres, mal écrite, mal filmée et interprétée par des comédiens tellement mauvais qu'ils feraient passer Canet pour un grand acteur.

MON POTE

De Marc Esposito

Ancien boss de *Première* et *Studio*, Marc Esposito n'en finit plus de polluer les écrans avec ses « films » aussi profonds qu'un roman Harlequin (*Le Cœur des hommes*, *Toute la beauté du monde*). Cette histoire d'amitié entre un rédac' chef top cool et un taulard est insignifiante, digne d'un cinéma-suppositoire * M. G.



LCP, C'EST LE PIED !

LA ZAPPETTE DE BOURGET

Si elle expédiait Elkabbach à la retraite, La Chaîne Parlementaire serait la meilleure du PAF. Hélas JPE est là et l'idée d'indépendance s'en va trop vite. Ce garçon, qui a naguère demandé à Sarkozy de lui souffler le nom du journaliste le plus convenable qu'il se devait d'engager, ne cesse de trimbaler derrière lui le spectre de l'ORTF. Il lui colle au dos comme au capitaine Haddock le sparadrap. Reste que suivre LCP est le plus souvent une très bonne surprise. Pendant longtemps, seul un accident pouvait nous imposer cette station, qui était un calvaire. C'est fini. Et ceux qui ne regardent notre écran parlementaire qu'afin d'admirer le député de Cholet poser sa pauvre question ont bien tort. Né sans

ambition, sans enjeu d'audimat, ce canal a creusé son chemin à la main, laissant l'usage de la pelleuse à M. Bouygues. *Politique Matin*, débat tous azimuts à l'heure des croissants, est débonnaire et souvent enrichissant. Surtout quand Denis Jeambar n'est pas sur le plateau, parti ailleurs faire une pige pour Euro RSCG. L'émission est animée par Patrick Chêne, le bon copain avec lequel on a envie d'aller à la pêche, soutenu par Gérard Leclerc, patron et pilier de la chaîne dont on sent qu'il se retient de dire tout ce qu'il sait et pense pour, gentil, ne fâcher personne. À la fin, on arrive à l'heure d'ouverture des magasins ou des ordinateurs du Pôle emploi.

Questions d'Info souffre de son titre trop cul-cul. Dans cette « tranche », l'arbitre se nomme Frédéric Haziza, qu'on reconnaît à sa courtoisie et ses grosses lunettes. Macho, il laisse le gros du boulot à Marie-Ève Malouines (ah, quel joli nom !), par ailleurs à France Info, et à Sylvie Maligorne, valeur sûre de l'AFP. Dès que l'homme politique, qui peut être une femme, est placé sur le grill, les deux nanas culottées y vont en toute apathie, sans peur et sans entraves, elles décortiquent le gigot. Mais le plus fortiche, l'inattendu, voire le rare, sur LCP, ce sont les documentaires. Atterrissent ici des films corrosifs dont on a l'impression qu'ils ont été refusés sur les chaînes convenables, à cause de leur décapant. Enquête sur le FLN en France, l'arrivée au pouvoir de De Gaulle en 1958... Sujets dits, bêtement, « de société », comme les jeux, ou autres histoires de l'Histoire, il se passe toujours quelque chose sur cette chaîne sans stars, faite seulement par des gens de métier comme on dit dans le tissage *
MARC GODIN

LA BAKCHICH TEAM

Directeur de la publication : Xavier Monnier
Directeur de la rédaction : Nicolas Beau
Conseiller éditorial : Jacques-Marie Bourget
Rédacteurs en chef : Cyril Da (Web), Pierre-Georges Grunenwald (édition) • **Chroniqueurs** : Alceste, Angelina, AC Ducoudray, Jacques Gaillard, Marc Godin, Doug Ireland, Dominique Jamet, Éric Laurent, Fabrice Nicolino, Jean-François Probst, Alain Riou, Paul Wermus • **Maquette** : Émilie Parrod, Marjorie Guigue, Victor Biscotte • **Secrétariat de rédaction** : Élodie Bui • **Correction** : Tatiana Weimer • **Rédaction** : Monsieur B, Sacha Bignon, Émile Borne, Louis Cabanes, Renaud Chenu, Éric de Saint-Léger, Lucie Delaporte, Anthony Lesme, Laurent Macabies, Simon Piel, Bertrand Rothé, Grégory Salomonovitch, Anaëlle Verzaux • **Dessinateurs** : Avoine, Bar, Baroug, Bauer, Besse, Decressac, Essi, Giemsi, Goubelle, Ray Clid, Khalid, Klub, Lacan, Large, Ludo, Magnat, Mor, Nardo, Noël, Oliv', Pakman, Pavel, PieR Gajewski, Presse Papier, Revenu, Roy, Soulié • **Direction marketing et publicité** : Patrice Gelobter •

Groupe Bakchich, SAS au capital de 79413,10 euros
• Siège social : 121, rue de Charonne 75011 Paris • Téléphone : 01.40.09.13.25

CPPAP : 1114 C 90017 • ISSN : 2104-7979 • Dépôt légal : à parution • Impression : Print France Offset
Direction des ventes : Thierry Maniguet / diffusion@bakchich.info
Publicité : pub@bakchich.info
Tous les textes et dessins sont © Bakchich et/ou leurs auteurs respectifs.



LE CABAS de la semaine : 38,50 €

RÉGIS DE CLOSETS

Chaque semaine, *Bakchich* vous propose son cabas de sorties à Paris pour un budget maximal de 40 euros. Des spectacles à petit prix pour s'ouvrir les écoutilles. La liste des courses : du slam ch'ti, un hommage à « l'autre Coltrane », Vincent Baguian fait la fille, du cinéma québécois, Jean-François Zygel façon prof...

1. « LES CRIS DU CRI » (LA PÉNICHE OPÉRA)

12 €



Contemporain Crier, c'est bien, le faire en chantant, c'est mieux! Histoire de donner un peu d'inspiration aux futurs cortèges de manif, l'ensemble classique Clément-Janequin propose un concert en forme d'anthologie des *Cris des rues!* Les quatre ténors et hautes-contre revisitent les chansons populaires du XVI^e siècle à nos jours qui gueulent et rouspètent, du *Cri du cow-boy* de Raymond Jouve à la *Fricassée des cris de Paris* de Jean Servin. Le tout à déguster avec humour sur la scène flottante de la péniche Opéra. Prix spécial *Bakchich*: 12 euros au lieu de 24 pour les huit premiers inscrits en réservant avec le mot clé « Bakchich ».

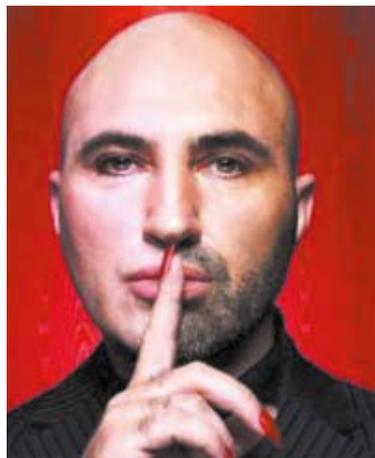
Date: lundi 29 à 20 h 30
Adresse: 46, quai de Loire, 75019 (0153 35 0777)

2. VINCENT BAGUIAN (LA JAVA)

9 €

Variété Après Mathieu Boogaerts l'année dernière, Vincent Baguian squatte à son tour la kitsch scène de la Java pour une série de concerts acoustiques à prix mini. L'occasion de découvrir le répertoire plein d'humour et de mélodies douces de cet artiste qui a signé quelques-uns des plus grands succès de Zazie ou Pagny. Accompagné au piano, Baguian y alignera ses tubes à lui, de *Sous Souchon* à *Ce soir c'est moi qui fais la fille*.

Date: mercredi 1^{er} à 21 heures
Adresse: 105, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 (0142 02 20 52)



3. CORRESPONDANCE JEAN-LOUIS BARRAULT (THÉÂTRE DE L'ODÉON)

0 €

Lecture Centenaire de l'enfant du Paradis oblige, l'Odéon ouvre sa grande salle pour une soirée de lectures dédiée à l'acteur. Au menu: correspondances avec Paul Claudel et extraits d'entretiens où Barrault évoque Camus, Boulez ou Jovet. Aux micros: les comédiens Philippe Morier-Genoud, acteur fétiche de Lavaudant, ou Claude Afaure, qui accompagna récemment Laurent Terzieff au théâtre dans *l'Habilleur*. Résa recommandée.

Date: mercredi 1^{er} à partir de 18 heures
Adresse: place de l'Odéon, 75006 (0144 85 40 00)

4. LA POCHE-SURPRISE DE JEAN-FRANÇOIS ZYGEL (CONSERVATOIRE NATIONAL DE PARIS)

5 €

Classique Le pianiste et présentateur télé Jean-François Zygel propose un concert en forme de « pochette-surprise » avec les élèves de la classe d'improvisation du conservatoire de musique de Paris. Au menu: impros à gogo, énigmes musicales et variations mutines sur standards. Le tout avec bonne humeur et facéties.

Date: jeudi 2 à 19 heures
Adresse: 209, avenue Jean-Jaurès, 75019 (0140 40 45 45)

5. « INCENDIES » (FORUM DES IMAGES)

5 €

Cinéma Pour découvrir en avant-première du film *made in Québec* qui fait polémique outre-Atlantique... Tiré de la pièce du dramaturge Wajdi Mouawad, *Incendies* retrace le parcours de jumeaux embarqués dans un Moyen-Orient en pleine guerre à la recherche d'un père inconnu... Au casting: l'actrice belge Lubna Azabal ou Rémy Girard vu dans *les Invasions barbares*. À pister également dans le cadre du très chouette festival du film québécois: le portrait loufoque d'un lycéen qui se prend pour Trotski (*The Trotsky*, dimanche à 18 h 30) ou un documentaire intimiste sur Arcade Fire (*Miroir noir*, vendredi 21 h 30). Programme complet sur www.cinema-du-quebec.com.

Date: samedi 27 à 20 h 30
Adresse: rue du Cinéma, Forum des images, 75001 (0144 76 63 00)

6. HOMMAGE ALBERT AYLER (FONDATION CARTIER)

7,50 €

Jazz Souvent comparé à John Coltrane – dont il fut un proche –, le saxophoniste Albert Ayler reste l'un

des plus célèbres artistes maudits du jazz américain. Considéré comme un modèle par les puristes, son free jazz radical aux accents mystiques a longtemps été conquis par les critiques. Auteur d'une biographie de cet « autre Coltrane » disparu il y a quarante ans, Franck Médioni mitonne une soirée tribute avec quelques vieux routiers de l'époque: le saxophoniste américain Joe Mc Phee, le contrebassiste Barre Phillips, le clarinetiste Sylvain Kassap et peut-être même Archie Shepp en guest de luxe.

Date: jeudi 2 à 20 h 30
Adresse: 261, boulevard Raspail, 75014 (0142 18 56 50)

7. L'ANTI-CONSERVATOIRE (LA BELLEVILLOISE)

0 €

Classique Martyrs des clés d'ut et de Lettre à Élise au kilomètre peuvent se consoler du côté de La Bellevilloise. La musicologue Claire Roch y a établi un anti-conservatoire qui fait la nique aux méthodes d'enseignement traditionnelles et initie au piano le plus grand nombre, sans discrimination d'âge ni de budget. Revue d'effectif à déguster une fois par mois à l'heure du déjeuner, le temps d'un récital gratuit et joyeux des poulains de Dame Roch.

Date: samedi 27 de 13 à 15 heures
Adresse: 19, rue Boyer, 75020 (0153 27 35 77)

8. LES CURIEUX (THÉÂTRE DE NANTERRE)

0 €

Théâtre Rendez-vous du côté de Nanterre pour découvrir un panorama de jeunes compagnies de théâtre qui refusent de ronfler leurs classiques. On y croisera jusqu'au 9 décembre une libre adaptation d'*Aristophane* par des élèves de l'école d'art dramatique de Paris (*Lysis Tratatata*, le mercredi 8), un oratorio rock autour d'Artaud (jeudi 9) ou une création autour des migrants (*À part ça tout va bien*, jeudi 2). Ouverture du bal ce mercredi avec un conte cruel et sanguinaire, *les Curieux* du jeune metteur en scène jurassien Marc Woog.

Date: mercredi 1^{er} à 19 heures
Adresse: allée de l'Université, 92000 (0140 97 56 56)

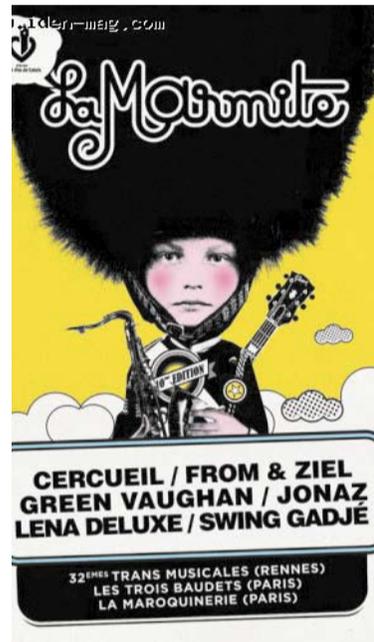


9. LA MARMITE (LES TROIS BAUDETS)

0 €

Variété Chouette tremplin musical qui offre chaque année une scène parisienne à quelques groupes bien en jambe de la scène musicale du nord de la France. Rendez-vous aux Trois Baudets pour le cru 2010 avec les guitares de Swing Gadje, attelage manouche rodé depuis quinze ans sur les routes des festivals, le duo slam et folk de From & Ziel et le hip-hop de Jonaz.

Date: lundi 29 à 20 heures
Adresse: 64, boulevard de Clichy, 75018 (0142 62 33 33) *



En régions

10. BONUS CABAS. IL N'Y A PAS QUE PARIS POUR REMPLIR SON CABAS !

À Nantes, on piste vendredi le DJ vétérinaire de la house française, Jérôme Pacman, aux platines à 21 heures au Bar du coin.

Samedi, direction **Lorient** avec le jeune groupe rock breton qui monte, Kaizer Place (21 heures au Galion) ainsi que **Bordeaux** pour le rock militant d'Ombre rouge, le groupe de l'ancien bassiste de Noir Désir et de l'ex-guitariste d'Eiffel (au Fiacre à 21 h 30).

À Lyon, option salle noire à l'université Lumière Lyon-II avec les Rencontres du cinéma documentaire, plein de jolis inédits à trifouiller gratuit. Recommandé: *les Enfants de l'avenir radieux*, une plongée dans l'Éducation nationale époque Ceausescu (vendredi à 17 heures) ou *Vous êtes jeune*, portrait tendre d'Agnès Frémont sur le quatrième âge (vendredi à 14 heures). Programme complet sur <http://www.docencourts.com>.

À La Rochelle, vendredi, pour une soirée hommage à Pina Bausch avec projection du docu *Moments*, compilation d'extraits de ses spectacles sélectionnés par la chorégraphe elle-même. Six euros. A 20h30, salle Maupin à Lussac-les-Châteaux *

Courrier de lecteur

Bonjour,

Hier soir, j'ai découvert *Bakchich* n° 47 dans ma boîte aux lettres et oh désespoir! oh frustration!

En une semaine, mon canard préféré s'est empiffré d'une page de pub (ma feuille de chou s'est réduite à 14 pages). À ce régime, il ne restera plus grand-chose à lire, d'autant que la pub grignote la place des rubriques Filouteries, Bazar et des papiers Apéro forgeant l'identité de votre hebdo.

Je comprends que vous vouliez vivre le plus longtemps possible (je vous le souhaite sincèrement) et pour cela vous accordez (tolère) quelques encarts publicitaires. Mais s'il vous plaît, pitié, mettez cette pub de m... à la place de cette vilaine page Cabas (en priorité), qui est digne d'un magazine (je n'ai rien contre les magazines, j'en lis) et des pages Culture (ensuite) car je suis inculturé (je me goinfre uniquement de *Bakchich*, de *la Mèche*, du *Canard enchaîné*, de *Charlie Hebdo*, de *Ta Gueule*, *CQFD*, des sites *Bakchich.info*, *Bakchich.tv*, Arrêt sur images, Mediapart, Electron libre, Rue89, Slate, Terra economica ou Vents contraires...).

Bref, je vais chercher l'information d'investigation que j'aime lire, sans tabous ni langue de bois. La critique culturelle n'impliquant que la personne l'ayant gribouillée, il devient trop subjectif d'y consacrer des pages dans un canard tel que le vôtre. Pour cela, les forums dédiés font l'affaire.

Dernier point: j'aimais vous lire, j'aime encore vous lire, vous avez les cartes pour que je puisse conjuguer le verbe aimer au futur.

Un Bakchichien nommé Christophe Léanne



MAXIME L. Prisonnier à vie

TAULE Sans famille, sans boulot, sans amis, comment vivre sa liberté après plus de trente années passées derrière les barreaux ? Rien n'est moins simple. Rencontre.

Silhouette ratatinée, visage ridé et démarche lourde. Maxime a passé la moitié de sa vie derrière les barreaux. Condamné à perpétuité pour meurtre, en 1975, ce sexagénaire, qui paraît facilement dix ans de plus, a recouvré la liberté il y a quatre ans. Une liberté au goût amer. Comment se réinsérer après trente et un ans de prison ? À sa sortie de taule, la seule chose que Maxime a en poche, c'est l'adresse d'un psy...

Depuis sa libération, Maxime n'a pas trouvé de travail, malgré des formations de cuisinier et de technicien du son suivies durant son incarcération. Trop vieux, trop fatigué, trop catalogué. Pourtant, en prison, on ne le trouvait pas trop âgé pour fabriquer des tables, balayer, cuisiner. Le travail, c'est même ça qui l'a fait tenir.

VIE SOCIALE ÉTRIQUÉE

Mais aujourd'hui, plus rien. Sa vie sociale se limite à sa participation hebdomadaire à *Ras les murs*, une émission contre l'enfermement sur Radio Libertaire. « *Les trois quarts de mon temps, je les passe chez moi. J'ai découvert les réseaux sociaux Facebook et Twitter. C'est ma seule compagnie.* » Même s'il est revenu vivre dans les quartiers de son enfance à Bondy (93), il n'a plus d'amis. Pour ne pas « retomber », il lui a fallu couper les ponts avec le milieu. Sa seule famille, car depuis bien longtemps sa femme et ses enfants ne lui parlent plus. Dehors, il est plus seul qu'il ne l'était à l'intérieur. Seul avec ses cauchemars.

Souffre-douleur des matons, l'ex-taulard garde sur son corps les séquelles des coups de barres de fer. « *La nuit, ils m'empêchaient de dormir en tapant sur les barreaux de ma cellule avec leur matraque, confie-t-il, le regard noir. Ils me foutaient à poil aussi et me battaient.* » De quoi devenir fou.

« *Au début, tu penses à t'évader et à te venger, ça te fait tenir.* » À la fin des années 70, incarcéré alors à la Santé, Maxime a tenté de se faire la belle. « *On était trois. Jacques Mesrine devait être de la partie, mais il a été transféré juste avant. L'un des barreaux de la cellule a mal été scié. Le troisième détenu n'a pas eu le temps de sortir...* » Résultat : trente jours de mitard. « *Ça détruit n'importe quel homme. Ça te rend totalement parano et tu finis par craquer.* »



FIERTÉ RAVALÉE

Un soir de grande détresse, Maxime a tenté de se pendre à l'aide d'une rallonge électrique. Raté. Après, ç'a été le recours aux médicaments. Un système contrôlé, organisé en prison où il existe une surconsommation d'antidépresseurs et d'anxiolytiques. « *On en faisait des cocktails pour se shooter. C'est comme ça que je suis entré dans la came. En prison, tu trouves de tout : shit, héroïne, cocaïne... C'est l'école du vice. C'est aussi là où j'ai vu le plus de cash. Tout se vend et tout s'achète.* » Une dépendance contre laquelle il lutte aujourd'hui. De toute façon, il n'aurait pas les moyens de consommer. Maxime vit dans la misère, avec seulement 200 euros par mois. Une minuscule retraite acquise grâce à son travail en prison. Sa fierté, il a dû la ravalée pour aller taper à la porte des Restos du cœur *

SULIANE FAVENNEC

www.bakchich.tv

Maxime se confie et raconte ses années de prisonnier et d'homme libre à la caméra de Bakchich.tv

ESCARMOUCHES ENTRE LES DEUX CORÉES



Le sida classé X

Après le pape qui change de position (sur la capote), voilà que le cinéma X sud-africain s'en va-t-en guerre contre le sida. Du jamais-vu dans ce pays où 5,7 millions de personnes sont atteintes du VIH et où les campagnes nationales d'information sont largement inefficaces. Le film s'appelle *Maputa* (« nu », en zulu) et lance un premier pavé dans la mare. Pour la première fois, non seulement un long-métrage du genre dispose d'un casting exclusivement noir mais prône en outre ouvertement le port du préservatif. Une double révolution qui fait un carton en Afrique. Pour son réalisateur, Tau Morena, interviewé par Afrik.com, le film est à la fois pédagogique et divertissant et devrait toucher davantage sa cible que les slogans politiques. Le porno comme nouvelle arme pour lutter contre le virus ?

Un néocon très con

Le *Newyorker* fait une overdose de Fox News. Dans un article paru sur son site, le journal des intellos de la Grosse Pomme sort les griffes et égratigne le plus conservateur des présentateurs américains : Glenn Beck. Il faut dire qu'au mois d'octobre, le « journaliste » a consacré pas moins de trois émissions au financier George Soros, un milliardaire hongrois rescapé des camps de la mort qui a osé financer la campagne présidentielle de Barack Obama en 2008. Il n'en fallait pas plus pour Beck ! Soros est à ses yeux un « Juifrapace », « manipulateur », qui a « envoyé des Juifs dans des camps de concentration » et qui « est antisémite » ! Son objectif est évidemment de « dominer le monde » et sa proie actuelle est l'Amérique... De quoi pousser le *Newyorker* au bord de la crise de nerfs et de conclure que « *trop de Glenn Beck peut s'avérer dangereux pour la santé* ».

La Chine voit rouge

Bloody Map, alias « Carte sanglante », est un blogueur chinois qui voit rouge. Choqué par les méthodes gouvernementales d'urbanisation supersonique, il a décidé de créer sa propre carte de géographie recensant tous les incidents liés aux expropriations menées par l'État. Le but : éveiller les consciences des acheteurs potentiels des terrains où le sang a coulé. Le résultat est visible sur le site de Google Maps. Y sont épinglées les nombreuses expulsions qui ont tourné au vinaigre : immolations d'habitants refusant de quitter leur quartier, décès de protestataires et autres évictions violentes. Les internautes chinois sont même encouragés à enrichir la carte de leurs propres expériences ! Un événement pour l'empire du Milieu puisque l'information, toujours disponible sur le Net, est aujourd'hui reprise par l'agence de presse Xinhua et quelques journaux. Mais que fait Hu Jintao ? *

A.C. DUCOUDRAY

Où trouver Bakchich Hebdo ?

Vous avez harcelé votre diffuseur, menacé les Relay ? Sans succès ? Pour toute réclamation ou information, contactez diffusion@bakchich.info